



EN AVANT !

JUIN 2011

Page 3, Olivier Gebuhrer
La gouvernance

Page 4, Dina Bacalexi
Interview de C.T. jeune ingénieur

Page 6, Jean-Pierre Kahane
Coopération scientifique internationale

Page 7, Dina Bacalexi
Défendre les SHS

Page 10, Olivier Gebuhrer, Pascal Lederer
Dina Bacalexi
Étude critique du programme du PS

Page 14, Dina Bacalexi
Étude lexicale du programme du PS

Page 17, Daniel Steinmetz
La RGPP et la recherche

Page 19
Question écrite RGPP au Sénat

Page 20, Pierre Crépel
Université Lyon 1 équipe de foot

Page 21, la saga des SHS

Page 24, nos propositions en débat

Page 28, ailleurs sur la ronde boulev

Page 32, conseils de lectures

Le 20 juin, le Front de Gauche sera en état de marche pour une nouvelle et grande étape qui mènera de front législatives et présidentielles en 2012. Les communistes auront choisi de poursuivre et d'amplifier ce qui à leurs yeux constitue la chance de la gauche. L'accord politique entre les trois formations qui à ce jour constituent le Front de Gauche, PG, PCF, GU, comporte un triptyque à bien des égards unique en son genre : un programme politique, le programme populaire partagé, un accord pour les législatives où les communistes voient leur rôle majeur reconnu, et un accord pour l'élection présidentielle. Si Jean-Luc Mélenchon porte les couleurs de la candidature du Front de Gauche, la campagne électorale sera menée collectivement et de façon pluraliste y compris dans les médias.

Grande affaire ! On ne manquera pas de dire que c'est une nouvelle version du Programme commun de gouvernement qui fut négocié au sommet entre trois partis de gauche dont le PS, lequel s'en servit ensuite comme l'on sait. Ici, rien de tel. D'abord, parce que le programme, s'il a fait l'objet de discussions entre les trois formations, a été largement débattu en public sous différents aspects avant son adoption. Ensuite, parce que ce n'est pas un texte achevé et clos. Il subira l'épreuve du feu en étant largement disséminé, décortiqué, approprié et enrichi par les milliers de débats populaires qui s'ouvriront à l'occasion des législatives dont la campagne, soulignons-le, se mènera en même temps que celle de la présidentielle. Les communistes sont opposés depuis longtemps à ce mode de scrutin qui fait de celle-ci la clé de voûte de nos institutions ; ils mettront donc tous leurs efforts dans une bataille où primera la représentation parlementaire. Enfin, et ce n'est pas la moindre caractéristique, chaque formation du Front de Gauche existe indépendamment. Le PCF tient tout particulièrement à cette caractéristique et il le montrera. Mais dans le même temps, le PCF montre de façon éclatante qu'il a renoncé à l'idée du parti-guide : le Front de Gauche se construit avec lui, pas autour de lui.

On dira aussi qu'il est curieux de s'extasier devant une alliance politique entre trois formations de gauche. Là encore, on ferait erreur. Dès à présent, le Front de Gauche est soutenu par d'autres forces. D'autres s'apprentent à le faire. Seules des questions de calendrier ont fait qu'elles n'en sont pas encore directement partie prenante mais, réaffirmons-le, pas davantage que le programme, le Front de Gauche ne constitue une alliance close. Il permet et permettra de nombreux apports extérieurs ; il se développera et s'élargira.

Mais dès à présent le Front de Gauche se présente comme un nou-

la citation...

«Lorsqu'on rêve tout seul, ce n'est qu'un rêve, alors que lorsqu'on rêve à plusieurs c'est déjà une réalité. L'utopie partagée, c'est le ressort de l'Histoire».

Don Helder Pessoa Câmara
archevêque d'Olinda de Recife
Brésil (1909-1999)

rendez-vous

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

16, 17 et 18 septembre

**grand rendez-vous populaire, rentrée politique,
culture, convivialité, fraternité**



vel outil politique, non une nouvelle organisation. Un outil politique destiné à faire grandir les exigences populaires, à leur donner la force nécessaire pour accomplir des réformes sans lesquelles toute victoire électorale qui donnerait la majorité à la gauche à l'Assemblée nationale se transformerait immanquablement en échec. La gauche, toute la gauche, ne peut pas prendre ce risque qui l'éloignerait durablement du pouvoir et, ce qui serait pire, laisserait ouverte la porte à des choix politiques de plus en plus graves pour la grande majorité de nos concitoyennes et concitoyens. Les noces officielles d'une large partie de la droite avec l'extrême-droite ne sont qu'affaire de temps.

Dès le 20 juin, la donne politique aura changé. La mobilisation à droite, où se font entendre des craquements sinistres, prouve abondamment qu'elle n'entend pas lâcher les rênes. Aussi impopulaire que soit devenu le chef du gang du Fouquet's, pas question pour lui de considérer qu'il n'est plus légitime pour conduire la politique de la nation. Une intense bataille politique se profile donc.

Le PS s'y prépare à sa façon. Aucun signal de sa part ne vient indiquer qu'il se place dès à présent dans une posture de combat. Abandonner les couches populaires à leur « triste sort », comme une Fondation proche du PS, *Terra Nova*, vient de le suggérer, est tout sauf un programme conquérant. Les communistes considèrent, quant à eux, que c'est là la source du combat et de la victoire politique, chez celles et ceux qui oscillent entre abattement et colère et se réfugient dans l'abstention, ont perdu confiance dans la capacité de la politique à changer durablement les choses. Le Front de Gauche est l'outil de cette reconquête. Ne parlons pas d'Europe Écologie–Les Verts qui cède, comme on le voit, aux sirènes de l'homme providentiel, mais n'entend pas se positionner clairement à gauche, au moins dès à présent. Toutes ces forces vont devoir dire où elles sont, et où elles vont. Ce n'est pas le seul intérêt du Front de Gauche de clarifier le paysage politique, mais ce n'est pas le moindre. Les amateurs de vote utile feront bien d'y regarder à deux fois.

Portons maintenant le regard hors des frontières de l'Hexagone. La Grèce est saignée à blanc ; son Premier ministre, « socialiste », se fait une gloire de poursuivre sans faille une politique auprès de laquelle celle de Mme Thatcher est une bluette. Pour se donner un visage respectable, il croit bon en outre de culpabiliser son peuple (« *Nous sommes tous responsables de la fraude* ») tout en réprimant sauvagement toute contestation. Mutatis mutandis, la même chose vaut pour le Portugal et pour l'Espagne, où les immenses manifestations des *Indignados* ont fait tomber le gouvernement dirigé par le socialiste Zapatero au profit de la droite espagnole. Dans aucun des pays cités il n'existe d'alternative à gauche forte, crédible et prête à prendre la relève, pour ne rien dire de la situation italienne. Quant aux pays du Proche-Orient, il apparaît que la politique menée aujourd'hui au niveau de l'UE étouffe les débuts révolutionnaires en poussant au compromis avec les dictatures d'hier. La politique française tente de jouer un rôle pour favoriser une solution politique entre Israël et l'État palestinien en cours de constitution, mais c'est pour l'essentiel une posture et une imposture.

Dans cette situation, tout indique que notre pays est dans l'œil du cyclone qui va déferler sur l'ensemble de l'UE, deuxième phase de la crise systémique avec le Pacte pour l'Euro Plus. Il est urgent de changer de cap, urgent de commencer à porter des coups à un système dont le caractère prédateur et nuisible à la civilisation se manifeste de plus en plus nettement. Le Front de Gauche va être un outil pour cela. Si notre pays, à l'issue de la séquence électorale en cours, commence à parler autrement, le mot « dégage ! » se déclinera dans toute l'UE et au-delà.

Et l'enseignement supérieur, la recherche dans tout cela ? Comme on le verra dans ce numéro, c'est tout sauf une préoccupation marginale. Mais qui donc parmi ceux qui travaillent dans ces secteurs peut ignorer qu'il n'existe pas de véritable renouveau sans lever des hypothèques fondamentales ? En vérité, le Front de Gauche s'offre à toute la collectivité scientifique de notre pays dans ce but : avec elles et avec eux, faire grandir l'espoir. En avant !



ou de quoi la chose est-elle le nom ?tentative de lecture par **Olivier Gebuhrer**

à partir du livre du même titre d'Ali Kazancigil

(cf. références dans XYZ n° 4, mars 2011)

Les notes qui suivent ne constituent pas une « critique de livre », mais un appel pressant à le lire. Son auteur est politologue, a enseigné à la Middle East Technical University à Ankara, puis, ayant rejoint l'UNESCO, y a exercé les fonctions de rédacteur en chef de la *Revue internationale des Sciences sociales* et de sous-directeur général en charge des sciences humaines et sociales.

Le livre est l'un des (rares) ouvrages fondamentaux de ce début de siècle, non seulement à cause du voyage qu'il nous offre dans le temps et l'espace sur « Le Politique » et la civilisation. L'auteur est un esprit progressiste. Il répugnerait sans doute à la moindre étiquette différente. Son écriture est subtile, lumineuse, à la façon de Nazim Hikmet, sans pour autant que cette parenté soit marquante autrement que dans une forme de pensée et de style. L'auteur n'est pas communiste, mais trop cultivé pour considérer la galaxie marxiste comme dépassée. Il ne développe pas une pensée *révolutionnaire* à proprement parler, mais un tel mode de pensée s'intègre dans la sienne comme un poisson dans l'eau. Son expérience hors du monde du monde occidental lui fait emprunter des chemins qui doivent beaucoup au non-alignement.

C'est le premier et le seul auteur, à notre connaissance, qui se soit donné pour objectif de mettre de la clarté dans un vocabulaire, on n'ose pas dire un concept, utilisé à foison dans cette première décennie du XXI^e siècle. La terminologie pervasive de la « gouvernance » est maintenant le dernier cri de la mode « politique ». Des esprits progressistes, voire très avancés, l'emploient sans retenue ; cela témoigne de la crise profonde civilisationnelle de ce début de siècle, de la perte de repères, de l'attrait pour ce qui semble « nouveau », de l'effondrement de l'esprit d'alternative. Quelque part, ce début de siècle, lorsqu'il est vu par une pensée de gauche, continue de faire le deuil de certains effondrements. Le capitalisme est redevenu mondial, il l'était avant 1917, mais personne, aujourd'hui, ne songerait à écrire qu'il est au « stade final ». Personne, car à la différence de l'époque antérieure, l'emprise du capitalisme sur le monde, sur les institutions, les sociétés, les actes et les pensées individuelles est devenue telle, qu'il continue, en dépit d'une crise systémique aux effets dévastateurs dont la phase aiguë ne fait que commencer, à constituer une sorte d'horizon indépassable de la pensée. L'auteur ne fait pas exception sur ce point. Néanmoins, il va beaucoup plus loin dans sa réflexion que des penseurs keynésiens de premier ordre tels que Paul Krugman et Joseph Stiglitz, pour qui « le politique » est dans une large mesure *terra incognita*. Plus loin, mais différemment de Naomi Campbell pour qui la « thérapie de choc » constitue la quintessence de la pensée ultralibérale, ce qui, à bien des égards, est une réalité et en même temps un raccourci qui, à sa manière, plombe notre horizon intellectuel.

Peut-on enfin traiter du sujet du livre après ces essais de situer l'auteur ? La chose est tout sauf aisée : allez donc définir un ectoplasme politique, un objet sans forme ni contenu précis, mais qui se glisse partout. Parfois, il semble venir à l'esprit qu'il y a risque à prononcer le mot « gouvernance » sans lui adjoindre un qualificatif. Car que répondre devant une question de curieux ? On dira « gouvernance démocratique ». Mais l'auteur du livre est sur ce sujet sans appel : « gouvernance démocratique » est un oxymore politique. Nous y voici.

Gouvernance : voilà enfin un mot qui n'est pas un « -isme », un mot dont on pressent qu'il couvre un ensemble subtil où les règles s'effacent, comme les contraintes, qu'il implique une

séduction parfumée et poétique, permettant une adaptation continue et sans limite où se retrouvent aussi bien le courant libéral-libertaire que le social-libéralisme.

Commençons donc par le commencement. Sautons par-dessus l'historique précis et parvenons à la période « moderne » : « Avec l'avènement, au XIX^e siècle, de l'État moderne et l'énorme expansion de ses capacités administratives assumées par des bureaucraties centralisées, la gouvernance tomba en désuétude. [...] Rétrospectivement cela pourrait paraître ironique, car de nos jours, elle incarne aux yeux de beaucoup la manière moderne de gouverner, d'administrer et de gérer. Mais une telle ironie ne serait pas de mise car, contrairement au XIX^e siècle les États ont perdu de leur superbe » (p. 19). Cf. la fameuse maxime tirée du discours d'investiture de Ronald Reagan : « State is not the solution it is the problem ».

Puis vient la grande affaire : « **la gouvernance d'entreprise, matrice de la version contemporaine du concept** » (p. 20). « Ce pedigree (NDLR : les travaux sur l'organisation commerciale) n'est évidemment pas étranger à la parenté entre la gouvernance et la logique de marché ; [...] le fait de procéder de la même logique que le marché constitue un handicap pour l'application de la gouvernance en politique » (p. 40).

À ce stade, il est temps d'essayer d'y voir clair. L'auteur dresse alors une liste impressionnante de caractéristiques qu'il est impossible de reproduire ici. Il souligne avec ironie : « on pourrait s'inspirer ici de l'avertissement figurant en regard de certains films : "d'éventuelles ressemblances entre la gouvernance et les processus politiques et pratiques démocratiques seraient fortuites" » (p. 36).

Avant de conclure cette tentative de lecture beaucoup trop fugace, il faut impérativement nous arrêter sur le paragraphe intitulé : « Une gouvernance économique pilotée par les champions de la finance » (Ch. 2, § 3) : « Les frontières entre le public et le privé se sont brouillées ; les rapports entre le gouvernant public et le capitalisme financier sont devenus malsains ». L'auteur en profite pour épinglez la Commission Attali qui préconise « de modifier la composition des commissions et collèges de régulateurs pour que les champions de la finance puissent s'exprimer et influencer la position du haut comité de la place » (Rapport de la Commission Attali 2008, p. 101). Il faut laisser aux lecteurs la délectation de la p. 60 et citer la conclusion de ce passage : « loin d'être la solution, le marché autorégulé est le problème » (p. 61).

Mais, on s'en doute, l'auteur ne poursuit pas comme seul objectif celui de montrer que la « gouvernance » n'est pas Bernadette Soubirou – encore était-il grand temps de le faire. De longs passages sont consacrés à l'entreprenariat « non marchand » tel que le secteur bancaire mutualiste ou le secteur coopératif. Toutefois il ne manque pas d'en souligner à la fois l'efficacité, eu égard au service, mais aussi les limites imprescriptibles au moins dans les conditions actuelles. Son propos consiste à voir, contre toutes les évidences mentionnées à longueur de page, si, à tout prendre, il serait possible de débarrasser « la gouvernance » de son péché originel. Et il est étonnant pour le moins de voir un auteur aussi dénué de tout penchant pour le « chaos du grand soir » conclure de façon pessimiste sur le cours prévisible du régime d'« historicité actuelle, sauf à imaginer une insurrection citoyenne et un vaste mouvement dans une perspective de passage à l'acte ». On l'a dit d'entrée : la pensée de l'auteur a beau ne pas être celle des communistes, ils s'y retrouvent comme un poisson dans l'eau.



espoirs, questions et... envie d'avancer

.....interview de C.T. ingénieur en charge d'études à RTE/EDF

réalisée par Dina Bacalexi

Pourquoi as-tu choisi de travailler à EDF ? As-tu envisagé auparavant d'autres choix, notamment dans le privé ?

Tout juste sortie de l'école, je ne savais pas précisément vers quel type d'entreprise me diriger. Je cherchais en priorité à faire quelque chose qui pouvait me plaire.

Je me suis d'abord lancée dans une thèse en traitement du signal chez France Télécom, que j'ai abandonnée au bout d'un an lorsque nous avons appris que France Télécom n'embaucherait plus ses thésards, et ne chercherait plus à étoffer les équipes de R&D. Nous n'avions notamment pas de budgets pour financer nos expérimentations scientifiques, et cela devenait de plus en plus difficile de travailler dans ces conditions. J'ai alors cherché quelque chose de plus concret, car le domaine de la recherche pure m'avait quelque peu déçue. Les méthodes peu humaines chez France Télécom m'avaient également refroidie.

C'est alors que j'ai eu l'occasion d'être embauchée chez RTE (réseau de transport d'électricité), filiale à 100% d'EDF SA. Le travail était plus orienté vers l'« utile », s'agissant de faire des études sur les flux d'électricité sur les lignes à très haute tension, et ceci m'a permis de regagner en confiance, en traitant des problématiques d'utilité publique, concrètes, avec des résultats d'études exploités au jour le jour. C'est ce que je constate avec le recul.

Mais au début de ma recherche d'emploi, je n'ai pas vu les choses en terme d'entreprise publique ou privée, le principal était de trouver quelque chose d'intéressant, étant donné la pénurie sur le marché du travail dont nous étions victimes (c'était en 2008).

Comment un jeune ingénieur est-il encadré à EDF ? Existe-t-il un travail d'équipe ?

Pour ma part, j'ai bénéficié de périodes de formations afin de pouvoir maîtriser mon poste, durant lesquelles j'avais tout le loisir d'acquérir les compétences techniques nécessaires pour pouvoir être en autonomie. Mais nous ne sommes pas pris par la main : c'est à nous d'aller chercher l'information, elle n'est pas servie sur un plateau. C'est comme partout, il faut s'intéresser et savoir maintenir ses compétences soi-même pour ne pas couler.

Le travail d'équipe existe et est nécessaire, surtout pour assurer la sécurité du réseau électrique de transport ; c'est d'ailleurs une caractéristique essentielle de mon poste puisque nous travaillons en roulement 2*12... mais l'individualisme grignote le paysage.

Quelle est la part d'activité technique ou scientifique dans ton travail ?

Dans mon travail actuel, l'immense majorité des gestes et conclusions requièrent des compétences techniques. De plus, la dynamique des problématiques évolue très rapidement et il faut savoir s'adapter. Cependant nous devons nous plier à des tâches annexes très chronophages et sans réelle plus-value, mais nécessaires à la traçabilité de notre travail.

On critique souvent les écoles d'ingénieurs, car elles forment aujourd'hui plutôt des « managers » que des ingénieurs destinés à travailler dans l'industrie. On les critique également car on pense qu'elles n'encouragent pas suffisamment la formation scientifique et découragent plutôt leurs élèves à poursuivre des carrières dans la recherche. Penses-tu que ces critiques sont fondées ?

Elles le sont sans doute en partie, mais je pense que ça dépend vraiment des écoles. Je pense que l'enseignement dans les écoles reste la plupart du temps très technique, mais cela peut arriver que nous soyons confrontés à des témoignages d'anciens étudiants avouant que seulement 5% de leurs acquisitions techniques leur ont servi au cours de leur carrière. De plus en plus de filières se développent en dernière année d'école d'ingénieur avec des thèmes liés au management, avec la promesse d'être plus diversifié dans ses compétences. Libre aux étudiants de décider de leur parcours professionnel.

Maintenant concernant les thèses, j'ai parfois entendu dire qu'en faisant une thèse on se « ferme » des opportunités car on se spécialise trop et qu'on n'est plus assez « généraliste » pour convenir à un plus grand nombre d'entreprises. J'ai même entendu l'expression « dévaluer son diplôme d'ingénieur par une thèse ». Enfin on nous explique que les thèses ne sont pas valorisées par les entreprises, et que les profils de docteurs peuvent rebuter l'employeur qui recherche un ingénieur plus classique. Cependant, il me semble que c'est une conception assez française du doctorat ; dans d'autres pays, les doctorats sont beaucoup plus valorisés.

Parmi tes anciens condisciples, combien ont-ils continué en doctorat ? (Majorité ou minorité ? pourquoi ?)

Sur une promotion de 160 personnes, moins d'une dizaine ont poursuivi en thèse. Ceci est dû en partie à ce que j'expliquais précédemment. De plus, les exigences des laboratoires de recherche vis-à-vis d'un futur thésard sont plus élevées que celles d'un employeur vis-à-vis d'un futur ingénieur. Ils se fient à une moyenne de notes, une mention, que ne deman-



dent pas les entreprises lorsqu'elles recrutent un ingénieur. Moi-même j'ai postulé à l'issue de mon école pour plusieurs thèses et je peux témoigner : une fois on m'a demandé d'avoir au moins telle note pour pouvoir obtenir un financement, et une autre fois on m'a carrément demandé de trouver le financement et le sujet de thèse ! Enfin pour la thèse que j'avais entamée, il était question que je trouve moi-même mon directeur de thèse. C'est assez laborieux et rebute beaucoup d'étudiants. D'autre part, certains trouvent déjà du travail durant leur dernière année d'école d'ingénieur lorsqu'ils effectuent leur stage de fin d'études et qu'on leur propose une embauche, et beaucoup n'osent pas décliner ces offres de peur de ne pas en trouver d'autres en période de crise sur le marché du travail. À l'inverse, on demande souvent à un docteur de justifier de publications pour pouvoir prétendre à un poste de maître de conférence, mais cela n'est pas une condition suffisante...

Quelle est aujourd'hui, dans ton entreprise, la situation des jeunes ingénieurs ? Sont-ils syndiqués ? Revendiquent-ils leurs droits ? Sont-ils désireux d'une véritable démocratie d'entreprise ?

Ce que je ressens, c'est une peur de la part des jeunes ingénieurs de s'exprimer. La plupart ne veulent pas faire de vagues, ne pas se faire remarquer par de quelconques revendications, de peur de se faire mal voir et d'évoluer moins rapidement. On nous inculque aussi une certaine idée des relations hiérarchiques dans l'entreprise à notre arrivée, qui est destinée à modeler nos pensées comme celles d'un manager, à nous faire rentrer dans un moule qui nous permettra d'accéder à des fonctions avec plus de responsabilités rapidement. Pour ma part, je suis dans une équipe de 11 personnes, et sur 5 personnes de moins de 30 ans, je suis la seule syndiquée, et seulement deux autres personnes le sont dans mon équipe. Et les syndicats ne s'adressent pas aux jeunes cadres (même les syndicats de cadres), comme s'ils savaient que c'était peine perdue. Un autre facteur qui éloigne les jeunes des problématiques sociales comme la question des retraites, c'est qu'ils se sentent trop éloignés de tout ça, en terme de temps, et pensent qu'ils auront le loisir d'y réfléchir plus tard. Enfin nous sommes dans une entreprise qui nous offre beaucoup d'avantages, ce qui n'incite pas à se mettre dans la peau des cas les plus précaires.

EDF est pour nous (= grand public) une entreprise du service public : l'est-elle également pour ceux qui y travaillent ?

Il est certain que pour beaucoup de collègues, travailler pour RTE, c'est en partie travailler pour l'intérêt général. Cette culture existe depuis longtemps dans les esprits des équipes, et même si, aujourd'hui, le contexte économique et politique de l'entreprise a

changé, cette mentalité reste ancrée... pour le moment. Il suffit pour cela de se rappeler l'implication des salariés de l'entreprise lors des grands incidents récents (tempêtes de 1999 et Klaus en 2009).

EDF mène-t-elle une réflexion de politique énergétique globale ? Au moins, un ingénieur qui travaille, comme toi, dans la production, peut-il percevoir une telle réflexion ? Ses compétences sont-elles exploitées à leur juste mesure ?

Je répondrai uniquement en ce qui concerne RTE, car je ne connais pas assez les politiques propres à EDF en général.

En tant qu'acteur principal du système électrique français, RTE mène une politique non discriminatoire vis-à-vis des différents producteurs et des différents moyens de production. Nous voyons se raccorder sur le réseau de plus en plus de « nouvelles » unités, tel que le gaz, le charbon propre, l'éolien ou le photovoltaïque. D'autre part, l'entreprise fait appel régulièrement à de l'effacement de consommation, au travers de contrats avec des industries énergivores (sidérurgies, chimie, etc.) ou simplement avec des particuliers regroupés. Ceux-ci s'engagent, contre rémunération, à consommer temporairement moins lorsque RTE en a besoin pour assurer l'équilibre entre la production et la consommation, par exemple pendant les périodes de grands froids.

La « responsabilité sociale des entreprises », notion à la mode aujourd'hui, y compris dans les écoles d'ingénieurs, est-elle réellement prise en compte dans le travail en entreprise ou bien est-elle juste un gadget ?

RTE travaille beaucoup à son image d'entreprise socialement responsable, implique ses salariés dans cette démarche et essaie de faire participer les consommateurs d'électricité. Je citerai quelques exemples. Tout d'abord les démarches « écowatt » qui, par un simple SMS ou un simple mail, préviennent que l'approvisionnement électrique va être difficile et incitent à réduire sa consommation aux heures pleines. Ce principe, actuellement en expérimentation en Bretagne et PACA, reçoit un accueil favorable par la population et les municipalités qui, à leur niveau, jouent le jeu. En outre, RTE s'est engagé à réduire sa production de gaz à effet de serre, en particulier d'hexafluorure de soufre (SF6) utilisé comme isolant dans quelques-uns de ses matériels Haute Tension. Enfin, la construction de nouveaux ouvrages se fait principalement en technique souterraine, et lorsque cela n'est pas possible, en privilégiant les solutions de moindre impact environnemental (intégration paysagère des postes électriques, déviation des lignes pour sauvegarder des biotopes remarquables), en partenariat avec des associations de défense de l'environnement et de la vie rurale. C'est un des axes de la politique globale de l'entreprise.



En matière scientifique, la coopération internationale semble aller de soi. Dans la plupart des disciplines, c'est une nécessité, et une pratique établie. La libre circulation des idées et des personnes est une exigence légitime dans toutes les communautés scientifiques. Suffit-il de dire que la coopération scientifique internationale doit être développée et intensifiée ?

Évidemment non. L'organisation actuelle de la vie scientifique internationale reflète et aggrave les déséquilibres du monde. Elle renforce les pays dominants, et d'abord aujourd'hui les États-Unis. Elle dépouille les pays pauvres des jeunes les plus prometteurs qu'ils ont formés. Le brain-drain est une forme perverse d'exploitation des pays pauvres par les pays riches, de mise en concurrence des individus dans un marché mondial parfaitement mercantilisé.

Que faire ? D'abord, reprendre la vieille et toujours actuelle formule qu'utilisait René Le Guen : *que chacun puisse vivre et travailler dans son pays*. En ce qui nous concerne, faire qu'il soit bon et agréable de travailler en France. Faire aussi tout ce que nous pouvons pour qu'il soit bon et agréable à nos collègues de tous les pays de vivre et de travailler chez eux. Les batailles à mener en France contre la politique de destruction en cours rejoignent d'autres batailles,

menées parfois dans des conditions très difficiles, pour que soit construite une politique de recherche qui maintienne au pays les scientifiques dont il a besoin.

Pouvons-nous aider nos collègues des pays en difficulté ? Oui. Dans la coopération scientifique internationale, de bons exemples et de bons projets existent déjà. L'attention aux pays en développement s'est avivée depuis quelques années. Un bon exemple, en mathématiques, est le CIMPA, centre international de mathématiques pures et appliquées, créé par l'UNESCO.

Le COPED, comité des pays en développement de l'Académie des sciences, a mené une série d'actions, et particulièrement une étude sur les pratiques et métiers de la recherche en Afrique.

Deux propositions méritent d'être signalées :

- La première date de 1998 et avait été mise en forme par le président de l'université Paris-Sud à cette époque, Alain Gaudemer. Il s'agirait de créer des postes dédiés à la coopération avec les pays en développement dans les universités qui inscriraient dans leur programme d'enseignement des enseignements « hors les murs » dans les pays en question. Ces services devraient être assurés par roulement, et les postes pourvus indépendamment de cette nouvelle fonction. Une suite a été donnée dans un petit nombre d'universités, mais sans créations de postes !
- La seconde a été réalisée à titre temporaire dans quelques disciplines au moment de l'effondrement de l'URSS : l'affectation de scientifiques dans des postes universitaires avec la convention que la moitié de leur service serait en France et la moitié dans leur pays. Une possibilité de cette nature serait sans doute précieuse dans d'autres circonstances.

L'idée en tous cas est que la recherche et les universités se renforcent à la mesure de leur ambition. On nous découpe en petits morceaux plus ou moins excellents, pour nous mettre à la disposition des pouvoirs dominants. Nous nous défendons bien en attaquant : que savons-nous faire, que pouvons-nous faire, en quoi sommes-nous et devons-nous être utiles à la construction d'un monde plus humain ?



et si l'on passait à l'offensive ?

..... par Dina Bacalexi

Même le sigle demande clarification : « sciences humaines et sociales », vaste ensemble mal défini, englobant de nombreuses disciplines et maints métiers assez mal connus du public, parfois même de la communauté scientifique. Si l'on consulte, à titre indicatif et sans vouloir en dresser l'inventaire, le site documentaire <http://biblioshs.inist.fr/> « portail d'information scientifique des unités CNRS en Sciences humaines et sociales », on découvre une liste hétéroclite de disciplines, incluant même les sciences du vivant ou la chimie. Si l'on tente une explication lexicologique, on est en présence de deux entités scientifiques, « humaines » et « sociales », donc d'une sorte de dichotomie artificielle, car il est difficile de penser l'être humain sans penser l'être *social* (et vice-versa). Mais si, au delà de cette distinction qui ne sera pas discutée ici et qui demande plutôt une analyse philosophique, on s'intéresse au point commun des deux, c'est-à-dire à leur qualification en tant que « sciences », nous nous trouvons devant la question de la définition de la « science » et, dans le cadre d'une réflexion visant à placer la « science » dans l'ensemble d'une politique de gauche de demain, devant la question de la différence entre une politique de gauche et une politique de droite concernant les SHS. Commençons par une provocation : en quoi les SHS méritent-elles d'être appelées « sciences » ? Cette question est souvent posée par le public qui se demande ce qu'on recherche dans nos laboratoires, et ce qu'on trouve à l'issue de nos recherches. C'est le résultat d'une conception techniciste et utilitariste de la « science », celle justement qu'on tente de nous imposer aujourd'hui (cf. le rapport du *Conseil pour le développement des humanités et des sciences sociales*, 14.01.2010, analysé dans XYZ n°2, article de Marine Rousillon p. 4-5 et interview de Philippe Büttgen p. 6-7). Mais c'est une conception répandue dans le grand public et, malheureusement, jamais vraiment contestée par la gauche. Le programme du PS sur l'enseignement supérieur et la recherche (*Construire l'avenir : la recherche et l'enseignement supérieur au cœur du changement*, mai 2011) ne comporte que quatre références aux SHS (et deux aux « humanités », pas forcément en tant que disciplines scientifiques), et pas de détails sur une politique qu'un gouvernement de gauche mènerait demain à leur égard. À titre d'exemple, ce même document consacre des développements détaillés aux PME/PMI, à la « compétitivité » et à ses « pôles », aux entreprises en général, et, inévitablement à « l'innovation ». Cette

constatation rend encore plus indispensable une réflexion *de gauche* sur ces sciences, trop souvent considérées comme le domaine de quelques initiés ou encore celui de la seule bourgeoisie.

Commençons donc par nous pencher sur le sens et l'essence de la « science » : la réponse est en même temps ontologique (qu'est-ce que la science ?) et en même temps liée au sens et à l'étymologie des mots. Le latin et le grec convergent ici : science provient du latin *scientia* et se dit en grec *épistèmè* ; ces deux substantifs sont des dérivés respectivement des verbes *scio* et *epistamai* qui signifient « bien connaître », avoir un savoir approfondi et circonstancié. Vue sous cet angle, la séparation arbitraire entre « sciences » (désignant dans le vocabulaire courant seulement les « sciences dures ») et « non sciences » (spéculations, méditations, contemplations, divagations, élucubrations) cesse d'exister. Il est d'ailleurs significatif que le capitalisme, dans sa recherche de la rentabilité à laquelle il veut soumettre la connaissance, ne rejette pas ces sciences, mais essaie aujourd'hui de les « enrôler » en en faisant un réservoir de « culture générale » de très haute valeur ajoutée, prisée par le management moderne et recherchée par les DRH des grands groupes, compte tenu des multiples qualités, de « l'adaptabilité » et de la souplesse ou de l'ouverture d'esprit supposées des diplômés SHS, toutes disciplines confondues.

Pour les communistes, cette conception de non compartimentation de la science n'est pas nouvelle, même si aujourd'hui nous ressentons le besoin de la rappeler pour rafraîchir les mémoires. Quand Jean-Pierre Kahane, dans les années 80, donnait à la « culture scientifique et technique » le sens de *composante* scientifique et technique de la culture, et présentait l'exemple de Diderot, qui « ne débite pas la culture en tranches » et est « le même homme qui écrit les *Salons* et qui fonde l'Encyclopédie », il exprimait cette même idée qui a contribué, à la Renaissance, à la diffusion des idées humanistes et à la véritable renaissance des langues anciennes, au développement des langues vernaculaires, à la diffusion des textes originaux de l'Antiquité, notamment grecque, en tant que fondements de renouveau scientifique et littéraire, ainsi qu'à l'avènement de la Réforme, basée sur une étude personnelle de la Bible (d'où l'apprentissage de l'hébreu) afin de s'émanciper de l'obscurantisme de l'Église officielle. Les figures qui ont incarné ce renouveau dans un domaine aussi crucial que la médecine, par exemple, étaient des savants



« complets », novateurs en « philologie » et en langues, mais aussi médecins et enseignants de médecine. Eux non plus ne « débitaient pas la culture en tranches », et c'est ce qui a fait la force des nouvelles institutions d'enseignement supérieur comme le Collège Royal en France (le futur Collège de France), fondé justement pour contrer un milieu universitaire sorbonnard jugé réactionnaire et figé.

Quand Antoine Casanova, en 1997, soutient que « la formation et l'enseignement, l'activité productrice et les qualifications, la connaissance scientifique et technologique, la pratique de toutes les formes d'expression artistique, l'exercice de la démocratie (de l'entreprise à la cité, la région, la nation) constituent autant de moyens et d'outillages matériels et symboliques pour élargir les capacités humaines », il met en avant cette conception pluraliste, ouverte et pluridisciplinaire qui a prévalu lors de la création du CNRS et qui a orienté ses principales missions, jusqu'à ce que la droite (et la politique de droite) s'en mêlent pour le couper en tranches et le noyer dans la bureaucratie des appels d'offres. Ce développement de l'esprit critique, l'exercice de la démocratie à tous les niveaux, la connaissance scientifique et technique, qui n'est pas seulement celle des sciences dites « dures » mais de toutes les sciences, est incompatible avec l'asservissement voulu par le capitalisme.

En quoi donc sommes-nous des « scientifiques » ? Nos métiers, qui demandent des compétences acquises après de longues études, ont la spécificité d'avoir comme objet d'étude le « signe », le plus souvent écrit (inscriptions, manuscrits, imprimés, archives de toute sorte), mais aussi oral (cf. les enquêtes linguistiques de terrain pour étudier diverses langues qui parfois ne sont même pas attestées par des témoignages écrits) et matériel (cf. les objets et monuments d'art et d'archéologie). Le chemin que nous parcourons dans notre travail nous conduit du signe au sens, du sens au questionnement d'interprétation, de l'interprétation au doute, du doute à la réflexion sur l'existence de nouvelles hypothèses, et tout cela nous remet en route vers de nouvelles aventures. C'est là le parcours de toute recherche, dans quelque discipline que ce soit. Pourquoi tant vanter les « spécificités » des SHS, ce qui n'a conduit qu'à des conclusions pernicieuses sur leur avenir en tant que domaines de recherche qui méritent (ou non) ce nom ? Si la gauche ne s'empare pas de ces idées, elle risque de laisser le champ libre à ses adversaires, et de pérenniser le rôle des SHS, surtout de certaines d'entre elles, comme moyens de reproduction d'une certaine élite.

Revenons sur la question du sigle et de sa pertinence : les SHS englobent des domaines aussi dispa-

rates que la papyrologie, l'archéologie, la patristique, la sociologie, la pédagogie, l'histoire, la linguistique, la psychologie ou même l'économie et le management. La sociologie, l'économie, le management sont des disciplines dont personne aujourd'hui ne conteste « l'utilité », surtout pas les capitalistes. Mais tout le reste passe souvent pour un luxe « inutile » ou reste incompris. La récente casse des IUFM ou la future incorporation de l'INRP à l'ENS de Lyon est un exemple de remise en cause de la pédagogie comme domaine de recherche autonome. Les propos inadmissibles que N. Sarkozy a tenus par le passé sur les langues et les sciences de l'Antiquité qui ne mériteraient pas « que la collectivité paie pour que les jeunes les étudient » (les familles peuvent financer de telles études pour leurs enfants, si elles veulent...) sont un moyen pour convaincre que le service public de la recherche n'a rien à voir avec des domaines si peu fréquentés, à la marge, coût exorbitant pour une société basée sur la rentabilité et le profit.

Attention cependant : les « humanités », outil de sélection par excellence, ont toujours été l'apanage des « élites éclairées », qui ont jalousement préservé leurs privilèges. En France, pays de vieilles élites constituées, ce phénomène est particulièrement visible si l'on essaie de percer ce monde fermé par le biais par exemple des concours de la fonction publique ouverts à tous comme l'Agrégation. C'est pourquoi nous devons manier avec précaution des notions comme la défense des humanités menacées : ce que nous défendons ce ne sont pas ces « humanités » de reproduction de « l'élite éclairée », même s'il faut reconnaître qu'en son sein on peut trouver des grands savants dont l'œuvre a une valeur inestimable. Les « humanités » que nous défendons sont plus proches des principes qui ont animé la « République des Lettres », où l'on trouve « des gens de toute condition, de tout âge, de tout sexe », où l'on « parle toute sorte de langues, vivantes ou mortes », où « les arts y sont joints aux lettres, et les mécaniques y tiennent leur rang » (Vigneul-Marville, cité dans Michel Blay, *La science trahie*, Paris 2003, p. 96). Les « humanités » en tant que patrimoine de l'humanité qui permet le développement de l'esprit humain libre. De cet esprit libre qui cherche des alternatives, qui ne se contenterait plus d'aménager un système capitaliste en crise, mais chercherait à le dépasser.

Tout cela pourrait paraître bien idéaliste, s'il n'était pas incarné par des hommes et des femmes, des chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs, étudiants, des gens dont les métiers, souvent mal connus, sont aujourd'hui menacés par la course effrénée au gigantisme (LABEX, IDEX, EQUIPEX, fusions et concentrations forcées, disparition de fonds docu-



mentaires spécialisés, manque généralisé de moyens, manque de considération et de respect etc.). La mise aux normes « bibliométriques » sous prétexte d'alignement sur les standards scientifiques internationaux généraux est un indice de ce mépris et de l'ignorance de notre travail. Mais c'est aussi un des signes de la domination des modes américaines sur la science européenne (qui s'ajoute à l'incitation à rédiger en anglais).

Il serait illusoire de vouloir ici aborder dans sa globalité un sujet aussi complexe que les SHS. Ajoutons cependant un autre aspect de ces sciences : celui du « développement *humain* durable ». En effet, cette notion, confondue avec celle des économies d'énergie ou de « sauvegarde de la planète » semble être une question « d'écologie » (ou « d'écologisme », une idéologie qui dissocie l'environnement de l'homme, souvent pensés comme des ennemis inconciliables). Mais que signifie en réalité « éco-logie » ? C'est le discours « sur la maison », l'*oikos*, le lieu d'habitation, le foyer. Tout ce qui se trouve dans cet *oikos* mérite qu'on en parle. De ce point de vue, la découverte, la conservation et la mise à disposition du patrimoine de cet *oikos* contribue au développement de l'être humain : ce sont ses racines, les fondations de la maison, mais aussi les piliers sur lesquels s'appuient les maisons futures, dans un processus qui,

certes, n'est pas la joyeuse marche linéaire vers un progrès irréfutable (il suffit de voir comment, à la Renaissance, époque de « progrès » par excellence, les peurs et les conservatismes ont toujours été à l'ordre du jour, par exemple à travers des considérations sur les sciences et la médecine arabes par rapport aux Grecs), mais qui, malgré ses contradictions, fait avancer l'être humain. La découverte de la bibliothèque de Nag Hammadi, par exemple, ne participe-t-elle pas au développement humain durable via l'enrichissement de ce patrimoine avec de nouveaux mss contenant des œuvres inconnues par ailleurs, qu'il faut restaurer et conserver en tant qu'objets (ce qui implique par conséquent de penser à des techniques adéquates), éditer et commenter en tant qu'écrits (ce qui permet de développer de nouvelles connaissances) ? Plus caractéristique encore d'une nouvelle vision de « préservation de la planète », l'éternel conflit entre archéologues et constructeurs à propos des fouilles de sauvetage ou celui entre conservateurs du patrimoine et promoteurs immobiliers au sujet de la mise en valeur des vestiges situés en territoire urbain. C'est une façon de « préserver l'environnement » en y intégrant l'homme et son histoire passée, présente et future.

À l'issue de cette étude, qui n'a pas la prétention d'esquisser dans son ensemble *la* politique de gauche pour les SHS, mais juste d'ouvrir quelques pistes de réflexion et de débat, nous ne nous priverons pas du plaisir de constater que, sous le sens que nous lui avons donné tout au long de ces pages, la République des Lettres version XXI^e siècle n'est pas soluble dans le capitalisme. Une nouvelle Renaissance peut émerger de cette constatation, une Renaissance où « toutes les disciplines sont restituées, les langues instaurées », où connaissance ne sera pas synonyme de profits marchands, et où « l'officine de Minerve », déesse de la sagesse, supplantera celles des Fondations, Agences, SATT et autres machines de guerre économique et idéologique.



étude critique du document du PS

Construire l'avenir : la recherche et l'enseignement supérieur au cœur du changement

.....par Olivier Gebuhrer, Pascal Lederer et Dina Bacalexi

Avant-propos. Le 18 mai, à Toulouse, dans le cadre d'un Forum organisé par lui, le PS produisait un long document programmatique sur la recherche et l'enseignement supérieur. Peu disert lors de luttes et dans les régions qu'il dirige pour contrer les offensives de la droite, il est ici très prolixe. Ce document est d'inspiration progressiste et il a des apparences de document de parti de gouvernement. Il est très complexe ; seule la lecture attentive, à laquelle il faut ajouter des recoupements avec notamment ce que le PS a produit lors de ses Conventions nationales, permet de prendre la mesure des ambiguïtés dans la démarche et les aspects propositionnels. « Ambiguïtés », le mot mérite qu'on s'y arrête : si cela signifie qu'on y trouve la trace de contradictions structurantes non affrontées, non déclarées, nous croyons pouvoir dire que l'expression est appropriée ; si à l'inverse on pense que ce texte peut se décliner de façon différente suivant – par exemple – ce que diverses luttes à prévoir pourraient imposer, on se tromperait lourdement. Croire que l'épisode des retraites n'a pas donné des idées en dehors de la droite sur la façon de se comporter lorsqu'il y a mouvement populaire, c'est se leurrer. C'est pourquoi le PCF croit devoir se livrer à une étude critique publique détaillée dont nous publions ici le premier volet. L'ensemble en comportera 5 ou 6.

C'est dire que le PCF prend la question au sérieux. Nous ne voulons pas seulement que la gauche l'emporte face à la droite – sur ce point, notre détermination n'est pas à démontrer – mais aussi qu'elle ne rejoue pas le scénario des « trois petits tours et puis... ».

Ce document critique ne vient pas comme si le PCF n'avait de son côté rien produit de tel. Il a produit et publié ; il produira un document synthétique d'ici septembre, mais il est décidément impossible de penser que la juxtaposition des documents à vocation programmatique suffit à produire une conscience aiguë des enjeux. La gauche, toute la gauche, doit prendre l'habitude du débat sur le fond et non le fuir. Cette lecture est donc à sa façon déjà largement contributrice.

Le PS déclare ce qu'il fera s'il est au gouvernement ; c'est utile et positif. Mais, même si le gouvernement en question ne comprend pas toutes les composantes de la gauche, il lui faudra tenir compte, notamment sur de tels enjeux, de l'ensemble de l'arc parlementaire qui aura permis la victoire de la gauche aux élections.

Il ne semble pas que le PS y soit prêt, c'est notre première observation. À perpétuer ainsi une vision hégémonique du gouvernement, le PS ne s'engage pas dans la bonne voie.

Bien sûr, ponctuer du mot « gauche » chaque paragraphe est un exercice vain, c'est pourquoi ce n'est pas cela qui est mis en question ici. Mais entre l'absence totale et l'usage à bon escient, la distance est longue et les sous-entendus nombreux. **Nous ne faisons pas un mauvais procès : il n'est pas scandaleux, ni déplacé de se demander si cette absence dans tout le texte ne marque pas une recherche obstinée d'un « consensus » allant au-delà, très au-delà des frontières de la gauche.**

Ceci est d'autant moins un procès d'intentions que des documents antérieurs du PS, notamment les Conventions de ce parti, attestent qu'il s'agit bien là d'une orientation politique majeure. Si l'on considère que les enjeux de l'enseignement supérieur et de la recherche sont partie prenante d'un projet de société, c'est dans ce cadre-là que de telles propositions doivent être examinées.

Premier ensemble critique : l'introduction du document.

L'idée première qui se dégage de la lecture est qu'il s'agit, nous l'avons dit d'emblée, d'un texte progressiste : nombre d'exigences, brandies tant par les organisations syndicales que par d'autres forces associatives ou politiques, sont reprises – éventuellement déclinées différemment. Par là même, il ouvre la voie à des discussions fondamentales au sein de la gauche. Mais on comprend bien que le rassemblement d'un ensemble d'exigences progressistes ne fait pas projet : il ne s'agit pas de jouer à « Monsieur Plus », mais d'avoir une logique d'ensemble, sorte de principes fondateurs et de cadre général qui guidera demain une politique de gauche pour l'enseignement supérieur et la recherche, en liaison avec d'autres domaines fondamentaux. Nous nous livrons donc à cet exercice avec une certaine gravité.

Le texte procède en déclinant ce que le PS appelle « une grande ambition pour la recherche et l'enseignement supérieur, l'ambition de faire vivre cet héritage républicain des Lumières, **mais aussi** (c'est nous qui soulignons) l'ambition de faire gagner la France dans le XXI^e siècle » (p. 4).

Que vient faire ce terrible « **mais** » dans cette annonce ? À supposer que la suite, « faire gagner la France dans le XXI^e siècle », ne soit pas un brin sus-



pect, ce « **mais** » indique dès le départ une contradiction étrange entre un rappel mémoriel de gauche et un objectif qui ne lui appartient pas.

« Gagner »... On joue ici avec les mots. Nous ne sommes pas sur un terrain de sport : gagner contre qui et contre quoi ? Nous a-t-on assez répété que l'UE et son cortège de diktats bâillonnant l'expression de la volonté nationale « était la chance de la France » ? Le PS n'a-t-il jamais donné dans cet hymne à l'abandon de souveraineté ? Que vient faire alors ce rappel du coq gaulois ?

L'introduction du document se place du point de vue des défis contemporains auxquels la politique choisie doit répondre. C'est le bon angle d'attaque. Mais la réflexion à cet égard est courte ou étrange.

Elle est courte, car elle ne dit rien d'un système historiquement à bout de souffle. C'est là bien autre chose qu'une clause de style : le chômage de masse est désigné comme « sous-emploi » ; la destruction lente mais avérée, et qui s'accélère, des ressources planétaires, leur pillage sans frein ni retenue appelle selon le PS des « retrouvailles » avec un « développement durable » qui n'a jamais eu lieu ; l'expression au demeurant est devenue si banale dans le discours politique, qu'elle peut aussi bien renvoyer au « green business » qui dès aujourd'hui tanne les particuliers à tout propos, ou au tourisme vert, ou à la conservation d'un environnement (de « la nature ») d'où l'être humain, sa vie, sa santé, sa sécurité et son épanouissement sont absents. Le PCF se prononce pour un développement **humain** durable ; l'adjectif n'est de toute évidence pas une formalité d'écriture.

La catastrophe nucléaire de Fukushima, les responsabilités fondamentales de TEPCO, la compagnie privée qui a caché tant d'accidents précédents et a préféré la rentabilité à la sécurité,

avant, pendant et après le séisme, les compromissions du gouvernement nippon avec l'appareil des multinationales japonaises, leur manque total de respect pour la civilisation, tout cela n'a, semble-t-il aucune incidence sur la grande ambition déclinée par le PS.

Mais surtout la crise qui a explosé sous nos yeux, la domination maintenant structurelle et revendiquée du capitalisme industriel par le capitalisme financier ne joue aucun rôle dans l'élaboration d'une politique scientifique selon le PS. De la même manière, le corsetage de l'opinion des peuples, de leur expression où que ce soit dans le monde, ici par des dictatures qui sont imposées par les États dominants, là par des politiques économiques qui les étranglent, n'est pas mentionné. Or, la connaissance a besoin de liberté pour se déployer, se diffuser, contribuer à la citoyenneté critique : les récentes révoltes arabes n'ont-elles pas été assez éloquentes ?

Restreignons notre regard aux politiques de l'UE dont le Pacte pour l'Euro plus n'est que le dernier avatar et provoque dès à présent une insurrection populaire en Grèce depuis longtemps, et maintenant au Portugal, en Irlande et en Espagne, **insurrection dont les étudiants et les jeunes diplômés sans travail, sans statut et sans avenir forment une composante essentielle. Le PS n'a semble-t-il rien vu, rien entendu. De même, la « stratégie de Lisbonne » n'est pas critiquée, au moment où même ses auteurs ont revu leurs prétendues ambitions à la baisse. Une fois de plus, le PS n'a rien vu, rien entendu. On retrouvera dans ce qui suit les questions lourdes relatives à l'AGCS dont procèdent nombre de réformes centrales de l'enseignement supérieur et de la recherche et notamment le « processus de Bologne » que le PS ignore délibérément. Pour lui, ces réformes sont ou secondes ou compatibles avec son programme.**

Il ne s'agit pas d'exiger du PS, ce qui n'est pas son intention, de chercher à rompre avec ce système et à trouver les voies qui permettent son dépassement. **Simplet, parler des défis contemporains de l'enseignement supérieur et de la recherche sans évoquer d'une phrase que le développement récent du capitalisme est un obstacle devant ce que le PS semble vouloir promettre lorsque sa pensée est progressiste (elle ne l'est pas toujours, on va le voir) ressemble, il faut le dire, à une mystification.**

On dira – et on se trompe ou on s'illusionne ce faisant – que tout ceci, qui est une forme de rappel à l'ordre d'une pensée communiste, n'a rien à voir



dans la question et que sans nier qu'il existe quelques menues questions dont la politique « générale » devra « peut-être » s'emparer, les défis de l'enseignement supérieur et de la recherche transcendent de loin la question systémique. On doit « pouvoir faire » indépendamment.

D'excellents auteurs – tels Paul Krugman et Joseph Stiglitz ¹ – qui sont moins éloignés de la pensée globale du PS que de celle des communistes, l'ont écrit cependant à longueur de page ; et on ne peut leur reprocher de ne pas faire de la connaissance un enjeu du XXI^e siècle. Le PS apparemment en ignore tout, ne les a pas lus.

Parlons donc de ce qui nous semble se rapporter fondamentalement au sujet.

Les rapports homme/outil/nature se sont modifiés sur tous les plans. Ces rapports explosifs posent d'une façon totalement inédite la question de l'émancipation humaine. C'est le développement incompressible de ces rapports, ses résonnances sur la question de l'émancipation, qui entre dorénavant en contradiction totale avec des rapports de production devenus incapables de les déployer. La théorie de la « destruction créatrice » va maintenant servir de guide aux modifications structurelles de l'appareil de recherche dans un contexte mondial de guerre économique déchaînée entre capitaux, entre transnationales géantes. Surgissent alors de nouvelles contradictions insolubles : séparer et comprimer l'essor du développement de la connaissance de ses « applica-

tions créant de la valeur qui se met en valeur » devient impossible et en même temps impératif ².

De la même façon, le coût généré dans l'appareil productif par l'implémentation de tout ce qui peut l'être en temps réel au niveau des moyens de production est insupportable pour les multinationales et pour le capital français dorénavant assujéti à sa composante financière. Au demeurant, il n'y a pas que le coût engendré qui provoque la hantise mais tout ce que le processus implique au niveau de la formation des salariées-e-s, au niveau même des rapports de travail ; hors de cette contradiction, on ne comprend pas la vague de suicides. L'assujétissement de la science devient de l'asservissement. Il conduira aux premiers exemples de la science frelatée.

Il est donc vital de comprendre, au-delà même de la question du contenu des réformes proposées dans lequel l'affrontement droite/gauche n'a pas disparu, que la question de la dynamique des connaissances, de son appropriation collective, touche aux *limites historiques* du capitalisme. Il ne s'agit pas de céder à une vision catastrophiste du capitalisme, mais d'expliquer, si faire se peut, que les questions évoquées ci-dessus sont révélées par son développement même et que les contradictions du système peuvent dans une certaine mesure être contenues, pas résolues. Ce n'est pas la seule question de ce type mais c'en est un marqueur.

Ainsi, séparer les enjeux de l'enseignement supérieur d'une saisie des contradictions provoquées par le développement du système est impossible même en première lecture. À partir de cette saisie, bien des conclusions sont envisageables, non seulement celle qui a la préférence des communistes. On se trouverait alors devant des positions de gauche *diverses mais compatibles*.

Il est d'ailleurs remarquable que le document du PS sent bien, en dépit qu'il en ait, et en dépit de sa volonté d'être exclusivement « constructif », qu'il est indispensable de mettre en regard ce qu'il propose face à la politique de la droite. Mais sa critique est étonnante. Elle se centre une seule fois sur un discours, effectivement scandaleux, de Sarkozy en 2009 à la maison de la Chimie. On se demande alors si, avant cela, il n'y avait rien à dire de la politique suivie par l'ensemble d'une droite décomplexée et si la gauche, dont le PS semble vouloir réhabiliter des mesures législatives, avait instauré une orientation progressiste et l'avait enracinée au point de la rendre quasi indétrônable par la droite. Mais à trop s'accommoder avec un système qu'on a envie de modifier juste à la marge, à trop vouloir être « pragmatique » et « réaliste », à trop se poser en réformateur omnis-

1. Ces deux auteurs économistes de premier plan, keynésiens et anticommunistes, n'ont pas de mots assez forts pour décrire un système dont le « triomphe de la cupidité » est l'unique boussole. En dehors de l'aspect pamphlet, l'article regorge de pages rappelant que le NEW DEAL a profondément restreint les inégalités sociales par des mesures fiscales qui aujourd'hui font hurler à la « spoliation ». Mais c'est loin d'être le cœur des préoccupations de ces auteurs. J. Stiglitz va jusqu'à envisager la nationalisation « temporaire » du système bancaire et du crédit ; il se prononce sans équivoque pour une autre orientation de la Banque Centrale des USA. Plus généralement, les deux auteurs font de la question de la connaissance un enjeu politique et J. Stiglitz ne trouve pas de mots assez forts pour dénoncer l'imposture des dogmes libéraux en vigueur y compris dans le système de formation supérieure des USA. Il insiste sur l'existence de plusieurs paradigmes, pas un seul qui prendrait le statut de « science économique qui nous apprend que ». Le même J. Stiglitz va jusqu'à dire que des comptes doivent être demandés à ceux qui, contre toute expérience, ont poursuivi des choix catastrophiques, que le système bancaire est fait pour être au service de la société, pas l'inverse, etc. etc. (in *Le triomphe de la cupidité*)

2. D'innombrables rapports et d'articles sur l'innovation dont le PS visiblement partage l'essentiel ont été publiés et sur lesquelles nous reviendrons. Tous ces rapports sont traversés d'une seule idée : la connaissance et son mouvement constituent une expression de la curiosité humaine et « un besoin incompressible », mais « cela ne nous intéresse pas comme tel, ce qui compte c'est ce qu'on en tire en tant que valeur qui travaille comme capital et donc se met en valeur ».



cient sans prendre en compte en premier lieu ceux dont l'enseignement supérieur et la recherche est le métier, le PS, avant la droite, n'a pas réussi à établir une politique qui aurait laissé des traces indélébiles. Et lorsque maintenant il est confronté à la politique de la droite, il est difficile de dire avec clarté ce qu'il compte en faire, si demain il était au gouvernement. La LRU, « réforme phare » du quinquennat, est ignorée pour ce qui est relatif à sa logique, à ce qu'elle institutionnalise. Elle sera « réformée » nous dit-on. Étonnant propos. Tout se passe comme si, en dehors d'égarerements verbaux du président de la République, au fond, rien ne serait à reprendre de fond en comble, ni la LRU, ni le Pacte pour la Recherche, ni le Grand emprunt. On notera que, sans vouloir être désobligeant, les affirmations récurrentes de Valérie Pécresse et significativement dans un livre appelé à contre-emploi *Controverses*, qui déclare péremptoirement que sa réforme « est d'une gratuité absolue », qu'« elle n'est ni de droite ni de gauche » et qu'elle vise à « faire gagner la France au XXI^e siècle », que « la gauche n'y touchera pas », etc. étaient largement confirmées ici. Le fait que son analogue voire son calque ait fait l'objet de la Loi Gelmini en Italie en y suscitant de premières révoltes d'étudiants et de personnels de la recherche dans un paysage politique où la gauche est dévastée ne pose au PS aucune question. Il en est d'ailleurs de même en Grèce, où le PASOK et Giorgos Papandréou fustigent les réformes de la droite, mais s'emploie à imposer à l'université et à la recherche grecques une réforme qui n'a rien à envier de celles de la droite française (cf. l'article de Giorgos Roussis dans XYZ n°4).

La droite sous la direction de N. Sarkozy a conduit des « réformes » qui adaptent d'une main de fer l'enseignement supérieur et la recherche publique français aux exigences du capitalisme mondialisé. Elle veut faire de ces deux aspects un outil fondamental pour une guerre économique, une guerre des capitaux exacerbée qu'il n'est nullement question de contrecarrer mais qui dessine au contraire un horizon incontournable, conforme à la vision que dégage le PS dans ses conventions. On y reviendra dans d'autres parties de cette critique. Mais une fois passés en

revue des aspects non seconds mais structurants, les mesures concrètes, elles, sont peut-être finalement bonnes à prendre ; elles seront examinées en détail dans d'autres parties de ce travail.

Réformer ? Sans doute. N'y a-t-il pas lieu avant que de réunir une énième fois des États généraux « propositionnels » et aux contours bien balisés que le PS affectionne, de faire un bilan réel, une *évaluation sans concession*, des dégâts commis sous le quinquennat Sarkozy et de prévoir un plan d'urgence pour les réparer ?

Mais avant, il faut nous arrêter sur des silences redoutables ou des formulations qui ne le sont pas moins.

On trouvera par exemple, reléguées dans un coin obscur, 2-3 petites allusions aux SHS, parente pauvre de la recherche qui se proclame des « Lumières »... Tout au plus ces sciences (surtout « sociales ») contribuent à la compréhension du monde ; du renouvellement des problématiques, de l'exploration de champs complètement nouveaux par exemple en philosophie, du retour sur la grande scène des études sur l'impact de la fracture de classes, de l'archéologie etc. il ne sera pas question. Mais dans ce cas, où est leur aspect « scientifique » et leur place dans l'ensemble de la recherche ? À l'heure où seule la mobilisation populaire arrache les Manuscrits de Robespierre au mercantilisme, il y a de quoi s'épouvanter.

La question des « labels d'excellence » méritant un traitement à part, on y reviendra ; alors qu'il s'agit de la plus vaste entreprise de remodelage du paysage de la recherche, de destruction des liens territoriaux, d'instauration d'une logique radicalement différente totalement asservie aux besoins du capital, elle ne font l'objet d'aucun examen critique dans le texte du PS.

Mais surtout si l'on ose dire, voici une phrase étonnante, une de celles qui valent des discours :

« Nous affirmons de ce point de vue que la recherche française reste l'un de nos meilleurs atouts face à la menace économique des pays émergents ». Tout n'est-il pas dit ?



à l'épreuve des mots

par Dina Bacalexi

L'analyse du document sur la recherche et l'université diffusé par le PS à l'occasion de son Forum des idées de Toulouse comporte plusieurs niveaux, dont un lexical. Cela paraît étonnant de premier abord : quelle place l'étude du texte *en tant que tel* tient-elle dans le débat politique ? N'est-il pas superflu, une fois la critique politique établie, de s'attacher à la recherche d'occurrences de mots et de tirer des conclusions à partir de leur étude dans le contexte ? N'est-ce pas une simple manie philologique ?

Nous constatons tous les jours que les mots, surtout ceux du vocabulaire politique, ont perdu leur sens premier ou en sont détournés afin de servir de support à des notions qui n'étaient pas, originellement, dans leur champ sémantique. Nous constatons aussi – et nous la déplorons – une expansion dangereuse de la « novlangue » technico-managériale, vide de contenu, souvent manipulatrice, mais propice à la diffusion des idées que le capitalisme, sous sa forme « acceptable » d'un réalisme politique et économique, voudrait faire enraciner dans les esprits. C'est pourquoi l'étude textuelle : elle nous incite à employer les mots avec précision et à penser qu'ils sont le véhicule des idées, qu'ils font donc partie intégrante de la bataille idéologique. « La langue », dit un proverbe grec, « n'a pas d'os, mais elle brise les os ». Si nous visons à « briser » le capitalisme, à déraciner le fatalisme et l'impuissance, la langue sera l'un de nos principaux alliés. Voilà pourquoi nous livrons aujourd'hui cette petite étude statistique, et les commentaires qui l'accompagnent, à votre sagacité de lecteur et nous vous invitons à aller encore plus loin dans cette recherche de clarté qui sera demain hautement profitable, si nous voulons enfin que la gauche réussisse.

Dans un document dédié à la recherche, donc à la production de la connaissance, et à l'université, donc à sa diffusion et à la formation des jeunes dont beaucoup seront les scientifiques de demain, il est étonnant de constater que les occurrences de « connaissance » sont moins nombreuses que celles de « PME/PMI, entreprises, innovation ». Que la « recherche publique » ou la « recherche fondamentale » ne bénéficient pas d'un meilleur traitement que la « recherche privée », terme lui-même générique et assez flou, dont le contenu n'est jamais défini. Par ailleurs, l'absence totale de la « recherche industrielle » est en même temps significative et inquiétante : significative d'une logique qui ne considère l'industrie que comme apanage du « privé » et néglige, de ce fait, toute réflexion concernant un éventuel pôle public

industriel, qui pourrait devenir l'instigateur et le pilier d'une recherche de qualité, soucieuse des besoins de la société et, par conséquent, visant toujours le plus haut niveau scientifique possible puisqu'elle satisfera à des besoins réels et préparera l'avenir. Quant aux PME/PMI, certes, elles créent l'emploi (c'est presque devenu une phrase cliché, répétée à satiété par les médias) ; mais d'abord, il ne s'agit pas automatiquement et obligatoirement de l'emploi scientifique ; ensuite, si leur financement n'obéit pas aux mêmes règles de création d'emplois stables, d'utilité sociale et environnementale, de volonté d'investissements productifs, si les salariés, et, dans le cas qui nous occupe, ceux de R&D, ne sont pas partie prenante d'une réelle démocratie d'entreprise pour en définir les orientations, les PME/PMI ne pourront pas échapper à la logique du capital et tout l'intérêt qu'on pourra leur porter n'améliorera pas la recherche, ne développera pas la science.

En ce qui concerne la place que prend « l'innovation », devenue l'un des quatre piliers du système de la recherche et de l'enseignement supérieur, on est en droit de s'interroger sur son sens et son contenu, ainsi que sur son rôle pour développer la science. Recherche et innovation semblent indissociables, syntagme de mots jumeaux qu'on manie sans discernement, ou bien idée (nous n'osons pas dire « idéal ») politique dominante de la social-démocratie « raisonnable », qui compte bien mettre la France en bonne place dans la compétition mondiale, dans la guerre économique généralisée. Oubli (à dessein ?) du véritable sens du terme « innovation », qui n'a pas de rapport avec les brevets ou les profits capitalistes, mais avec ce qui est nouveau, et qui pourrait, s'il passe l'épreuve du temps, être profitable à notre vie, constituer un « gradus ad Parnassum » supplémentaire. Mais ce n'est point le sens qui lui est donné ici. Compte tenu du fait que le ministère actuel la considère également comme un pilier de la recherche (oubliant qu'il s'agit de science, non de concours d'inventions), nous nous demandons où se situe cette nuance subtile entre les deux conceptions. Compte tenu du poids que prennent les termes « compétitivité/pôles de compétitivité », ces derniers jamais remis en cause, nous nous demandons également où se situe la frontière (poreuse ?) entre connaissance et profits marchands générés par « l'innovation ». Le nombre d'inventions inutiles qui inondent le marché dans la course effrénée à la captation de clientèle, société de consommation oblige, serait un bon indice pour modérer les ardeurs de ceux qui croient que l'innovation, dans son acception actuelle, aurait un



Mot(s) ou expressions	Nombre d'occurrences/l'ensemble	Contexte de référence
capitalisme	aucune	aucun
gauche	aucune	aucun
connaissance	25	Général ; société de la connaissance ; réseaux territoriaux de la connaissance (RTC) ; progrès des connaissances : transfert des connaissances(cf. start-up) ; diffusion/valorisation des connaissances
sciences humaines sciences sociales	4	« prise en compte des usages, des risques, de la cohésion sociale » ; « sciences et sciences humaines » (2 fois), dont l'une dans le contexte de la « capacité à répondre... à la concurrence et la compétition mondiale »
humanités	2	association avec les sciences exactes (cf. l'une des 2 occurrences de la l. précédente) ; composante de la « culture », mais non incluses dans « la science »
entreprise(s)	26	Emploi de docteurs en entreprise ; innovation et compétitivité (pôles de...) ; entreprises et croissance ; biologie et biomédical ; CIR et « investissement dans des fonds de capital risque... ou à des transferts technologiques » ;
start-ups	5	Transfert aux régions des compétences d'innovation (dont sont acteurs le start-ups) ; inciter les « acteurs académiques » à prendre des parts dans les start-ups
PME, PMI	28	Aide à s'agrandir en devenant des ETI (entreprises de taille intermédiaire) ; création d'emplois innovants (cf. innovation) ; « indépendantes et innovantes » ; pôles de compétitivité (cf. ci-dessous) ; « recentrer » le CIR vers elles ; emploi de docteurs (surtout pour celles des pôles de compétitivité) ;
innovation	27	L'I des 4 piliers de la vision socialiste de la recherche ; ses sources complémentaires sont la sphère publique et l'initiative privée ; se développe là où « la sphère publique et l'initiative privée sont... des sources complémentaires de l'énergie indispensable à la recherche et à sa valorisation » ; transfert aux collectivités locales (régions) ; associée à « recherche » (6 fois)
concurrence	4	1 supposée positive (« la capacité de la France à répondre aux défis de la concurrence et de la compétition mondiale ») ; 3 à connotation péjorative (concurrence entre les établissements)
compétitivité pôles de compétitivité	15 (dont 12 pour pôles de compétitivité)	l'innovation (cf. ci-dessus) est indispensable à la compétitivité de notre l'économie « dans la mondialisation » ; programmes pour le tissu industriel incluant les thématiques des pôles de compétitivité ; pôles de compétitivité et régions, dans le cadre d'une décentralisation accrue ; favoriser les relations entregrands groupes et PMI/PME « dans le cadre des pôles de compétitivité » ; associée à l'innovation, elle favorise des exportations ; partenariats entre labos publics et PME/PMI dans le cadre des pôles de compétitivité
recherche industrielle	aucune	aucun
recherche publique	11	Rétablir sa « liberté d'initiative... vis à vis de tout pouvoir » ; réseaux nationaux : labos publics, plateformes scientifiques et de métiers « sur des thèmes... prioritaires » ; 6 fois associée à la recherche privée par « et » (= niveau d'égalité) ; partenariat entre elles « à renforcer », de sorte que la recherche privée (cf. ci-dessous) finance davantage la « recherche orientée du secteur public » ; la doter des moyens et des droits pour « acquérir le fruit de la valorisation »
recherche privée	12	Associée aux réseaux nationaux (cf. ci-dessus) ; relancer la recherche privée pour servir l'innovation (cf. ci-dessus) ; le CIR « principal outil de soutien de la recherche privée » ; partenariats avec la recherche publique (cf. ci-dessus)
recherche fondamentale	12	Pas assez de moyens de la part du gouvernement ; illusoire de penser que l'innovation puisse être déconnectée d'elle ; associée à la « recherche technologique » pour maintenir notre avance en y investissant ; ses choix doivent rester de la compétence des chercheurs et des instances collectives d'évaluation (sans préciser lesquelles) ; mission de prospective et de stratégie en la matière : CNRS-CPU-associations des écoles ; thèmes des réseaux nationaux (cf. ci-dessus) ; augmenter sa part dans les budgets européens ; équilibre entre fondamentale, orientée et partenariat avec le privé, entre les financements sur projets et les moyens pérennes de la recherche fondamentale
recherche appliquée	aucune	aucun
recherche orientée	8	Objectifs à fixer par le Parlement, le gouvernement et le ministère ; le pouvoir public y intervient « pour satisfaire les besoins de la société » ; l'ANR en coordonne les programmes « dans le cadre des priorités définies par le gouvernement » ; participation aux réseaux nationaux (cf. ci-dessus) ; décentralisation régionale renforcée en faveur de groupements de PME/PMI (cf. ci-dessus, transfert de responsabilités accrues aux régions) ; associée à recherche fondamentale et partenariale avec le privé (cf. ci-dessus) ; le privé doit financer davantage la recherche orientée du public ; équilibre à trouver avec la recherche fondamentale (cf. ci-dessus)
conventions collectives	1	Reconnaissance du doctorat qui doit « enfin être mise en œuvre »
brevet(s)	4	Création d'un « brevet européen » ; les acteurs académiques en sont propriétaires, mais ne décident pas de leur « stratégie de valorisation » ; « grappes interrégionales ou nationales de brevets »
diplôme(s)	4	Référence à leur caractère national (connoté positivement)
diplômé(s)	5	Déclassement des jeunes diplômés de l'université ; augmenter de 50% en 10 ans les diplômés du supérieur ; salariés ayant 44% plus accès à la formation professionnelle dans l'année que les non diplômés



apport considérable pour la science.

Passons de l'essentiel au « marginal » ou considéré comme tel, au vu du nombre d'occurrences trouvées : les sciences humaines et sociales, ainsi que « les humanités » (qui, dans l'un des contextes, ont été déconnectées de la science pour ne s'associer qu'à la « culture ») sont les grandes absentes de ce programme. Bien sûr, elles servent à la « prise en compte... des risques » et à la « cohésion sociale » ; bien sûr, elles sont reliées parfois aux sciences « dures » ; mais elles servent aussi à mieux répondre à la compétition mondiale (comment ? difficile de ne pas penser au rapport du début de 2010, qui stipulait que leurs diplômés sont les préférés des DRH des grands groupes pour leur culture et leur souplesse d'esprit...). Mais, si l'on y regarde de plus près, non seulement il n'y a pas de véritable politique qui les concerne dans le cadre de la recherche et de l'université, mais on se demande si elles sont considérées comme des sciences au même titre que toutes les autres, si elles méritent de faire partie des disciplines enseignées à l'université et qui ont leur place dans les EPST. Cette interrogation ne trouve pas de réponse claire. Pourquoi ? Peut-être l'un des contextes de référence nous oriente vers une réponse probable : celui qui les place du côté du « lien social ». Or, qui dit « lien social » dit concept flou et plutôt *moral*, relevant des *mentalités* plutôt que de la science, et surtout compatible avec toute sorte de gouvernement, de droite comme de gauche, pourvu qu'on se donne un discours quelque peu « politiquement correct ». Pas besoin, donc, de politique de gauche pour les SHS ?

De politique de « gauche », il n'en sera pas question *du tout*, tout le long de ce document de 31 pages. Aucune occurrence du mot « gauche », aucune de « capitalisme », juste le mot « changement » du titre. Mais « changement », tout comme « réforme », sont aujourd'hui des termes usés jusqu'à la moelle, employés pour le meilleur ou pour le pire (surtout pour le pire !) sans discernement, par la droite, la gauche, le centre, tout le monde. C'est d'ailleurs assez étrange qu'un parti comme le PS, qui monopolise presque la désignation « gauche » dans le vocabulaire courant et médiatique, s'abstient de l'utilisation de son propre qualificatif. Signe de temps de renoncement ? Pour le *capitalisme*, on sera plus nuancés : il est évident que la social-démocratie ne se définit pas comme anticapitaliste, que son objectif est d'en modérer les ardeurs et non d'en sortir et que ce n'est pas là pour elle un objectif de combat. Mais les prétendus « excès » du capitalisme n'ont-ils pas influé sur la science, sur la façon dont est menée la

recherche, sur ses objectifs, sur son abandon fréquent de la part des grands groupes qui la sous-traitent au public, sur l'emploi scientifique stable et durable, sur les disciplines et l'interdisciplinarité, sur l'université et ses formations, sur la vie des étudiants, sur la sélection par l'argent, etc. etc. ? Difficile de ne pas voir là un lien avec les récentes tergiversations du PS concernant l'abrogation de la LRU et des IDEX.

Dernier point, les diplômés, qui, curieusement, ne sont pas mieux servis que les brevets. On se demande à quoi sert l'université, si ce n'est à délivrer des diplômés... Là aussi, il ne suffit pas de faire référence à leur caractère national, qui est le minimum exigible. Quelle réflexion sur les diplômés de demain ? Quelles disciplines ? Quelle orientation vers quel(s) domaine(s) de la connaissance, vers quel(s) métier(s) ? Quelle lien entre l'université lieu d'acquisition du savoir sanctionné par un diplôme, et l'université antichambre des entreprises qui viennent y faire leur marché, et influencent ainsi les cursus et donc les diplômés ? Quelles équivalences européennes et pour quoi faire ? À l'heure où dans d'autres pays pas si lointains, européens ou non, le diplôme universitaire que tant de jeunes obtiennent avec tant d'effort est devenu presque un papier inutile, à l'heure où ces jeunes se révoltent exigeant enfin que le savoir acquis avec tant de peine donne enfin accès à une vie meilleure, à l'heure où, en France, on peine à faire entrer des docteurs dans les entreprises (ce qui rend ce diplôme moins attractif pour beaucoup de jeunes, signe d'un éloignement de la recherche scientifique), les diplômés ne semblent pas au centre des préoccupations du PS. Les étudiants et leurs familles pourront apprécier...

Cette étude lexicale est, certes, seulement indicative. On aurait pu prendre d'autres mots, pourrait-on nous objecter, et en tirer d'autres conclusions. Mais nous pensons que les mots et les notions clés ayant trait à la recherche et à l'enseignement supérieur sont plus ou moins codifiés et récurrents dans les textes qui traitent de la politique scientifique. Peu de marge de choix arbitraire ou subjectif.

Nous pensons aussi que, lorsqu'on prépare un « programme de gouvernement » dans un contexte comme celui où nous nous trouvons aujourd'hui, après les grands mouvements revendicatifs de 2009, aux premiers temps de l'application des contre-réformes liées au Grand emprunt, face aux protestations qui s'élèvent de toutes parts et aux inquiétudes liées également à l'avancement de la prétendue « autonomie » des universités, les notions prioritaires indiquent les choix de gouvernement de



et la recherche

par Daniel Steinmetz, secrétaire général du SNTRS-CGT

Lancée en juillet 2007, juste après l'accession au pouvoir de Nicolas Sarkozy, la **Révision générale des politiques publiques**, plus connue par son abréviation RGPP, étend maintenant son ombre sur les organismes de recherche et les universités. En l'espace d'un quinquennat, sous prétexte de faire baisser le poids de la dette, c'est l'ensemble du service public qui est mis à la diète, en commençant par l'emploi. De 2007 à 2012, 160 000 emplois publics doivent être supprimés, en appliquant la règle d'une suppression pour deux départs en retraite. Mais la RGPP, c'est aussi le transfert au secteur privé d'une bonne partie de ce que le gouvernement n'estime plus relever des missions fondamentales de l'État, et l'externalisation d'un certain nombre de métiers et de fonctions : peu importe de perdre en expertise publique, si le secteur concurrentiel en profite !

L'Éducation nationale a payé un lourd tribut avec la suppression de 50 000 postes depuis 2007. Au ministère de la Justice, 30% du réseau a été fermé au 1er janvier 2011 (21 tribunaux de grande instance, 178 tribunaux d'instance, 55 tribunaux de commerce, 62 conseils des prud'hommes). Aux douanes, à la fin de

l'année 2011, 30% des bureaux seront supprimés. Et pour la petite histoire, l'État libéralise aussi les haras, les forêts et la gestion de l'équarrissage...

En plus des cabinets de conseils (Ernst et Young, Cap Gemini et consorts), le désengagement de l'État sert aussi quelques grandes entreprises privées, toujours les mêmes, qui engrangent les délégations de service public ou les partenariats public privé, les fameux PPP. Même si de nombreux rapports ont mis en évidence le surcoût à terme que représentera la location sur 25 ans d'une prison ou d'un bâtiment universitaire, les intérêts de Bouygues and Co. priment. La loi HPST (*Hôpital, patients, santé, territoires*) rend l'hôpital malade de la rentabilité. Les urgences sont débordées, les délais d'attente s'allongent, les personnels travaillent à flux tendu, et on vous renvoie vers les cliniques privées. L'hôpital n'est plus dirigé par les médecins, mais par des gestionnaires. Les assurances et les grandes compagnies de cliniques privées (Médéric, AXA, le Générale de Santé) ont l'oreille du Président.

Dans notre secteur, le LRU et toutes ses extensions, à commencer par le transfert du budget, des postes



et du patrimoine immobilier (responsabilités et compétences élargies), sont au cœur du processus RGPP. Maintenant, c'est aux organismes de recherche d'y passer. François Fillon a confié à l'*Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale et de la Recherche*, l'IGAENR, le soin d'auditer le CNRS, l'INRA, l'INSERM, l'INRIA et le CIRAD. Les auditeurs de l'IGAENR enquêtent avec une optique purement comptable et comparative. Peu importent les missions et les spécificités des laboratoires, il faudra tailler dans le vif pour diminuer les coûts.

L'exemple de l'INRA permet de mieux comprendre les objectifs réels de l'audit RGPP. Avec plusieurs mois d'avance sur le CNRS, le rapport final de l'audit des fonctions support a été présenté, le 11 mars, au CTP de l'INRA. L'ensemble des organisations syndicales de l'INRA a voté une motion appelant à rejeter les recommandations du rapport d'audit et à demander à la Directrice générale de ne pas les reprendre. Aujourd'hui, bien évidemment elle les a reprises et nos collègues en sont au troisième boycott de leur CTP central ; 3000 agents de l'INRA ont signé la pétition spécifique de refus de la RGPP à l'INRA.

Ce rapport de l'IGAENR met en place une méthode de calcul de ratio visant à supprimer le maximum d'équivalents temps pleins (ETP) sous des prétextes d'efficacité et de bonnes pratiques qui nient totalement les besoins du milieu de la recherche. Les équivalents temps pleins (ETP) comptabilisent les personnels permanents et contractuels, mais aussi le coût des contrats d'externalisation (nettoyage, espaces verts, médecins, assistantes sociales, restauration, contrats de maintenance informatique...) dont une bonne part est incompressible.

Cette méthode, qui n'a pas de validité scientifique, compare l'efficacité de chacune des fonctions (finances, GRH, patrimoine, informatique et restauration), centre par centre. Pour chacune des fonctions, il met en évidence les emplois que l'on peut supprimer en s'alignant sur la meilleure performance ou éventuellement sur la performance moyenne. Sur les 1257 ITA de l'INRA participant à cette fonction support (342 emplois ont déjà été externalisés), le rapport préconise 416 suppressions d'emplois en s'alignant sur les meilleures pratiques et 128 en s'alignant sur la moyenne. Les suppressions sont listées centre par centre.

Pour la fonction informatique, l'externalisation de la gestion du parc et de l'assistance aux utilisateurs est proposée. La mutualisation des personnels administratifs est annoncée, avec le regroupement sur de cinq « plaques régionales ». Les auditeurs préconisent également un relèvement progressif de 4 à 13%

des prélèvements sur les ressources propres des laboratoires pour financer les fonctions supports ! Envisager de faire payer aux laboratoires des fonctions supports qu'ils n'auront plus, on n'y avait pas encore pensé !!!

Les conclusions seront similaires dans les autres organismes. Pour ce qui concerne le CNRS, la direction joue totalement le jeu du gouvernement. La RGPP accompagnera le Grand Emprunt et permettra au CNRS – ou le contraindra – à se mettre au service des 5 à 10 grandes universités de recherche. Selon la direction, le CNRS est destiné à perdre son rôle national pour devenir un organisme utile pour la recherche aux côtés de quelques universités à forte visibilité nationale et internationale. Ses services administratifs seront fusionnés avec ceux des universités où il y aura des Initiatives d'excellence (IDEX), et, dans les régions sans IDEX, ils seront réduits à la portion congrue d'une simple représentation. Des mutualisations très lourdes sont prévues, comme par exemple un service national centralisé en province du traitement des factures.

Les personnels techniques et administratifs sont inquiets et en colère. Les chercheurs et enseignants-chercheurs n'ont pas tous pris la mesure de ce qui va nous attendre. Dans les régions où il n'y aura pas d'IDEX, le CNRS ne maintiendra que quelques laboratoires stratégiques qualifiés parfois de « pépites » ou de « niches » et, en dehors de ceux-ci, la direction annonce déjà qu'elle ne remplacera pas les départs en retraite. Car le discours se veut rassurant : on ne procédera pas à des mobilités forcées, mais la formation permettra à tout le monde de trouver un poste. Triste discours démagogique, au moment où les budgets de formation sont en berne et où le gouvernement demande de faire baisser les coûts de fonctionnement de 10% en 3 ans.

Le mouvement contre la RGPP s'étend dans les organismes et en premier lieu au CNRS et à l'INRA. La pétition intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche a largement dépassé les 7000 signatures. C'est beaucoup, sans être assez. Il faudra se mobiliser au moment du comité interministériel de modernisation des politiques publiques qui, cet automne, prendra les décisions finales. Il est indispensable de ne pas se laisser faire et de veiller à une mobilisation la plus large possible, de tous les personnels sans distinction de fonction, d'organisme, de métier, de grade. Sans attendre les élections, mais en signifiant que, si la gauche demain arrive au pouvoir, elle doit arrêter la RGPP et libérer la recherche et l'université du joug de la rentabilité.

À bon entendeur...



au niveau des organismes de recherche

**question n° 18349 adressée à
Mme la ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche
et publiée dans le *Journal officiel*
(édition Sénat - questions/réponses) du 28 avril 2011**

TEXTE DE LA QUESTION

M. Ivan Renar attire l'attention de Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche sur la mise en œuvre de la révision générale des politiques publiques (RGPP) au niveau des organismes de recherche : Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Institut national de la recherche agronomique (INRA), Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA), Commissariat à l'énergie atomique (CEA), Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Sont particulièrement ciblés les agents en charge des activités de support qui, au quotidien, apportent leur concours aux chercheurs dans des domaines divers tels que les finances, les achats, les ressources humaines, le patrimoine, les systèmes d'information, les services généraux, la communication, le service juridique, le secrétariat...

Les conclusions de l'audit mené au niveau de l'INRA appellent ainsi à une profonde « réorganisation » des fonctions support de l'établissement. Une telle réorganisation, se traduisant par l'externalisation ou la fusion de services, s'accompagnera, sans nul doute, de la suppression d'emplois administratifs, de la non-reconduction des contrats à durée déterminée, voire du licenciement de certains agents en contrat à durée indéterminée notamment dans les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC). L'audit mené au niveau du CNRS a exploré des pistes similaires ; près de 4 000 agents seraient concernés par les restructurations. Dans le même esprit, à partir de septembre prochain, des audits porteront sur les fonctions soutien des organismes de recherche comprenant notamment la valorisation des travaux de recherche, la documentation scientifique et technique, l'informatique scientifique.

Les agents concernés participent pourtant directement à la réalisation des missions de recherche des organismes. Priver ces derniers de leurs personnels techniques entraînera l'affaiblissement de ces établissements publics et engendrera une dégradation des conditions de travail de l'ensemble des agents, tant au plan national qu'au niveau des délégations régionales et des unités de recherche.

Partageant la préoccupation des personnels chercheurs et non chercheurs des organismes, il lui demande d'entendre leurs légitimes revendications et de renoncer à mettre en œuvre des mesures nuisibles à la recherche publique, secteur clé dont dépend l'avenir du pays. Il lui demande également de garantir l'engagement de non-suppression de postes jusqu'en 2013 figurant dans le rapport annexé à la loi n° 2010-1645 du 28 décembre 2010 de programmation des finances publiques pour les années 2011 à 2014.



fait concurrence déloyale à l'OL et au PSG !!!

.....une information exclusive, transmise par Pierre Crépel

**Admirez l'inventivité du service de communication de Lyon I,
qui vise sûrement à « fidéliser » la « clientèle » de cette équipe de football,
en vue du prochain championnat de ligue I du Grand Emprunt.
Les joueurs des autres équipes sont également priés de porter leurs couleurs :**

Madame, Monsieur,

Chère étudiante, cher étudiant,

La boutique de l'Université Lyon I a ouvert ses portes lors de la cérémonie d'ouverture des 40 ans de l'Université Claude Bernard Lyon I le 28 janvier dernier, vous pouvez y retrouver toute une gamme de produits et d'accessoires à la marque « Lyon I » : des sweets à capuches, en passant par les traditionnels T-Shirts et polos, des mugs, des écharpes... mais cette boutique n'est pour l'instant que virtuelle.

Pendant deux jours, la boutique de l'Université Lyon I se propose de venir jusqu'à vous, vous permettant ainsi de découvrir les produits, les essayer et les comparer !

Sur deux journées complètes, venez découvrir les produits Lyon I :

Jeudi 11 mai 2011 dans le hall d'accueil du bâtiment Rockefeller ;

Vendredi 12 mai 2011 au bâtiment déambulatoire sur le campus de La Doua ;

En attendant, vous pouvez d'ores et déjà faire vos choix sur le site : <http://www.boutique-lyon1.fr/>

Nous vous attendons nombreuses et nombreux !

Et pendant ce temps, 150 pages de manuscrits de Robespierre étaient mises en vente aux enchères par Sotheby's France (le 18 mai), tandis que leur place est dans une collection publique où les historiens peuvent les consulter. De telles archives en proie au commerce, source d'enrichissement pour des collectionneurs privés... Cela n'a de première vue pas ému

les « révolutionnaires » ministres de la Culture d'abord, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ensuite, ni les conseillers présidentiels qui vantaient il y a peu la « révolutionnaire » LRU.

Comme envisageaient-ils la formation des futurs historiens, si les archives ne sont plus accessibles ?

Achetez, vendez, il restera toujours quelque chose (ou plutôt rien)...



Il a fallu une mobilisation exceptionnelle d'historiens, mais aussi de citoyens de tous horizons, ainsi qu'une interpellation parlementaire (l'intervention au Sénat de Jack Ralite, lors des questions d'actualité au gouvernement : <http://www.groupe-crc.org/Voici-qu-on-marchandise-les-ecrits-de-l-Incorruptible.html>) pour que le ministère réagisse et exerce son droit de préemption. La satisfaction s'est exprimée de toutes parts : voir dans *l'Humanité* du 19 mai la réaction de Pierre Laurent au nom du PCF : http://www.humanite.fr/18_05_2011-les-manuscrits-de-robspierre-sauv%C3%A9s-472491 et du 20 mai l'article de Jack Ralite : http://www.humanite.fr/19_05_2011-l%E2%80%99acquisition-d%E2%80%99%C3%A9crits-de-robspierre-une-grande-politesse-r%C3%A9publicaine-472548. C'est un exemple parmi d'autres de l'appropriation par les citoyens de l'enjeu scientifique que constitue la conservation et la valorisation des archives historiques.

Nous ne saurons jamais si tout ou une partie de l'argent de la vente des produits dérivés de Lyon I a été versé dans la souscription lancée par la *Société des études robespierristes* pour assurer la conservation et la valorisation publique des manuscrits de Robespierre. Si tel était le cas, nous pouvons parler d'une vente... vraiment révolutionnaire ! Mais nous ne rêvons pas : à l'heure où l'université est en proie aux marchands, quelle place pour la recherche historique ?



Encore des parcours riches en expériences, des métiers divers, des passions à suivre et à poursuivre : cette fois-ci, les témoignages publiés font le lien entre la Méditerranée, l'Orient et la France. Écritures de mondes et pensée philosophique. La saga continue !

comment Renan influença ma vie

par Meryem Sebti

Ma rencontre avec la philosophie de langue arabe eut lieu à l'École Pratique des Hautes Études alors qu'étudiante en maîtrise de philosophie à Paris IV Sorbonne, j'avais décidé de suivre le séminaire de Jean Jolivet. L'un de mes professeurs de licence, spécialiste de philosophie médiévale et de patristique, m'avait demandé l'année précédente si Renan disait vrai : les penseurs ayant vécu dans l'aire culturelle et géographique de l'Islam et ayant écrit en arabe étaient-ils vraiment tels que les décrivait le célèbre historien, à savoir des esprits inaptes à saisir la signification profonde de l'héritage de la pensée grecque et encore plus à le faire revivre, paralysés qu'ils étaient par l'usage d'une langue sémitique étrangère à toute conceptualisation ?

Je me souviens l'avoir regardé avec étonnement. Était-ce mon origine – marocaine – qui faisait de moi une autorité en la matière ? J'avais toujours été à l'école française au Maroc et à part leurs noms, souvent attribués à des rues, je ne savais rien de ces penseurs ; l'enseignement de leurs doctrines n'étant pas dispensé à l'Université. C'est donc avec un mélange de curiosité, de scepticisme et de culpabilité – puisque j'étais censée connaître ces philosophes – que je me rendis au séminaire de Jean Jolivet.

Colophon d'un manuscrit du XVI^e siècle du *Canon de médecine* d'Avicenne. (Yale, Medical Historical Library, ms. 5, copié en 1006 H./1597-98 apr. J.-C.). Image libre de droit. Source http://www.library.yale.edu/oacis/scopa/scopa_ibnsina_ms5.html



La rencontre avec ce professeur et avec la pensée dont il offrait un exposé d'une remarquable clarté fut une véritable révélation intellectuelle.

Ces penseurs étaient d'authentiques philosophes dont la pensée rigoureuse s'inscrivait dans la droite lignée de l'héritage antique. Je décidais de consacrer mon DEA au commentaire qu'avait fait

Avicenne de *Métaphysique* Lambda d'Aristote. Ma thèse de doctorat fut dédiée à la doctrine de l'âme humaine chez Avicenne. Dieu créateur, doctrine du salut individuel, comment le monothéisme de ces philosophes confrontait-il la doctrine du Premier Moteur immobile et indifférent au sort du monde d'Aristote ? Comment rendaient-ils rationnellement raison du salut individuel alors même qu'ils tentaient d'être fidèles à une doctrine qui conçoit l'âme et le corps comme deux entités concrètement inséparables ? Ces confrontations donnaient lieu à de remarquables innovations conceptuelles. J'avais ma réponse : Renan avait tort.

Deux ans après la soutenance de ma thèse à l'École Pratique des Hautes Études, Ve section, j'obtins une bourse post-doctorale à l'Institut de Recherche et d'Histoire des Textes (IRHT), qui dépend du CNRS, et l'année suivante, en 2004, je fus recrutée comme Chargée de recherche. Aujourd'hui, je suis affectée au Centre Jean-Pépin, UPR 76 du CNRS, où je poursuis mes recherches sur Avicenne et la réception de sa pensée dans l'Orient du monde musulman entre le IX^e et le XV^e siècles. Mon domaine de recherche nécessite, outre les capacités d'analyses doctrinales qui sont celles d'un historien de la pensée, que j'ai acquises lors de mes études de philosophie, des compétences en codicologie à laquelle le passage à la section arabe de l'IRHT m'a initiée. Dans mon domaine, les textes ne sont pas tous édités, ou ils le sont souvent mal. Il faut par conséquent être capable de réaliser soi-même des éditions critiques. Cet aspect de mon activité me passionne également. J'aime à compulsier cet objet unique qu'est un manuscrit. C'est un témoignage intellectuel mais aussi humain : le tracé de l'écriture, les notes marginales qui expriment parfois la perplexité ou la sagacité du copiste, la reliure, le colophon, le sceau de possession, toutes ces traces matérielles m'émeuvent et me fascinent.

Je considère l'exercice de ce métier comme un privilège : j'aime la liberté intellectuelle dont nous disposons ; j'aime être à contre-courant d'une époque qui valorise la rentabilité immédiate ; j'aime savoir que grâce à quelques passionnés, dont je fais partie, ces textes qui ont été miraculeusement transmis – échappant à la destruction des guerres et des incendies – peuvent trouver leur place dans l'histoire de la pensée.

J'ai eu la chance de croiser le chemin de Jean Jolivet, qui a été l'un des tous premiers spécialistes occidentaux à montrer que les penseurs médiévaux de langues arabe étaient des philosophes à part entière. Je lui dois mon orientation et je ne saurais jamais assez lui témoigner ma reconnaissance.



bibliothécaire, un métier au service de la recherche : mon aventure professionnelle en SHS au sein du CNRS

par Malika Bakhti

1998-2011... 13 ans... Oui, cela fait 13 ans que je « fréquente » le Campus du CNRS de Villejuif et la Bibliothèque de l'Institut des traditions textuelles, la Fédération de Recherche (FR) 33 ! C'est par le plus grand des hasards que j'ai assisté pratiquement à la naissance de cette structure. Un jour de mars 1998, je ne me rappelle pas la date exacte, j'ai été invitée par une amie, membre d'une des équipes composant la FR 33, à passer la voir à son bureau à Villejuif. Il s'est avéré que c'était le jour de l'inauguration officielle de la Bibliothèque.

À l'époque, j'avais derrière moi une première vie professionnelle riche et stimulante en Algérie. Suite à l'obtention d'une licence en bibliothéconomie, j'ai travaillé comme cadre d'études dans le Département études et développement d'une entreprise étatique de sidérurgie, tout en préparant un magistère dont le sujet de mémoire portait sur l'utilisation de l'IST dans le Laboratoire de Recherche Appliquée de la même entreprise. Comme je l'ai dit, c'était une autre vie... avec, hélas, des espoirs et des projets non aboutis... pour ne pas dire trahis. J'ai dû quitter l'Algérie en 1992.

En 1998, je cumulais depuis quelques années les petits contrats et les vacances : de bibliothécaire à Sorbonne-Nouvelle (Paris 3), où j'ai travaillé sur le réseau Sibil, ancêtre de Sudoc ; de membre associé à un groupe de recherche GDR sur les papiers non filigranés des manuscrits en écriture arabe (projet BNF, CNRS et Institut de Recherche sur l'Histoire des Textes), tout en préparant un DEA en Codicologie (soutenu en 1995) sous la direction de François

Déroche, portant sur les manuscrits en écriture arabe.

À la suite de cela, en 1996, je me suis inscrite pour une thèse à l'École Pratique des Hautes Études. Le sujet que j'avais choisi alors était l'étude par les textes (XI^e - XII^e s.) du métier de copiste en Occident musulman (Andalousie et Maghreb). Retracer, reconstituer le parcours de la fabrication du manuscrit arabe dans son milieu de naissance m'attirait beaucoup. Les spécialistes évaluent le nombre de manuscrits en écriture arabe, indépendamment des langues vernaculaires qu'ils véhiculent, à trois millions à travers le monde. Le potentiel offert par ce domaine de recherche reste largement sous-exploité en comparaison de ce qui s'est déjà accompli pour les manuscrits des autres aires linguistiques (grec, latin ou hébreu).

Oui, mais..., l'ambition d'un côté et les aléas de la vie de l'autre nous font prendre parfois des chemins que l'on ne soupçonne guère ; c'est pour cela que je qualifie d'aventure professionnelle les années vécues en SHS au CNRS. Ces années furent et sont toujours très enrichissantes ; j'y ai beaucoup appris. D'abord c'est en tant que vacataire, puis comme contractuelle que j'ai intégré dès la première année de son existence la bibliothèque de la FR 33, et dont la responsable, Catherine Pierrefitte-Robine, avait entamé le travail menant à sa création. L'année suivante, j'ai obtenu par voie de concours externe le poste de Bibliothécaire au grade d'Ingénieur d'étude, chargée spécifiquement, entre autres, du fonds arabe, persan et hébreu. Depuis le début donc j'ai participé au développement et au bon fonctionnement de la Bibliothèque de l'Institut des traditions textuelles. Les contacts tissés, les rapports privilégiés que l'on a construit C. Pierrefitte-Robine et moi-même avec les chercheurs, leurs projets, les textes anciens, les différentes langues anciennes... restent pour nous, pour moi en tout cas, une expérience fort intéressante et cela par de nombreux aspects. Afin de m'atteler efficacement au traitement du fonds persan et hébreu, je me suis initiée auprès de l'ENS à ces deux langues et plus tard aussi au latin.

Avec le temps et les années de travail dans une ambiance studieuse et riche, notre bibliothèque est devenue une référence pour la recherche sur le néoplatonisme. Les chercheurs et les post-doctorants français et étrangers ne tarissent pas d'éloges sur le contenu très pointu de notre fonds et les conditions



bibliothécaire...

idéales de travail que nous leur offrons. En 2005, au vu du travail accompli et du bon fonctionnement de la bibliothèque, Catherine Pierrefitte-Robine s'est vu décerner la médaille de cristal du CNRS !

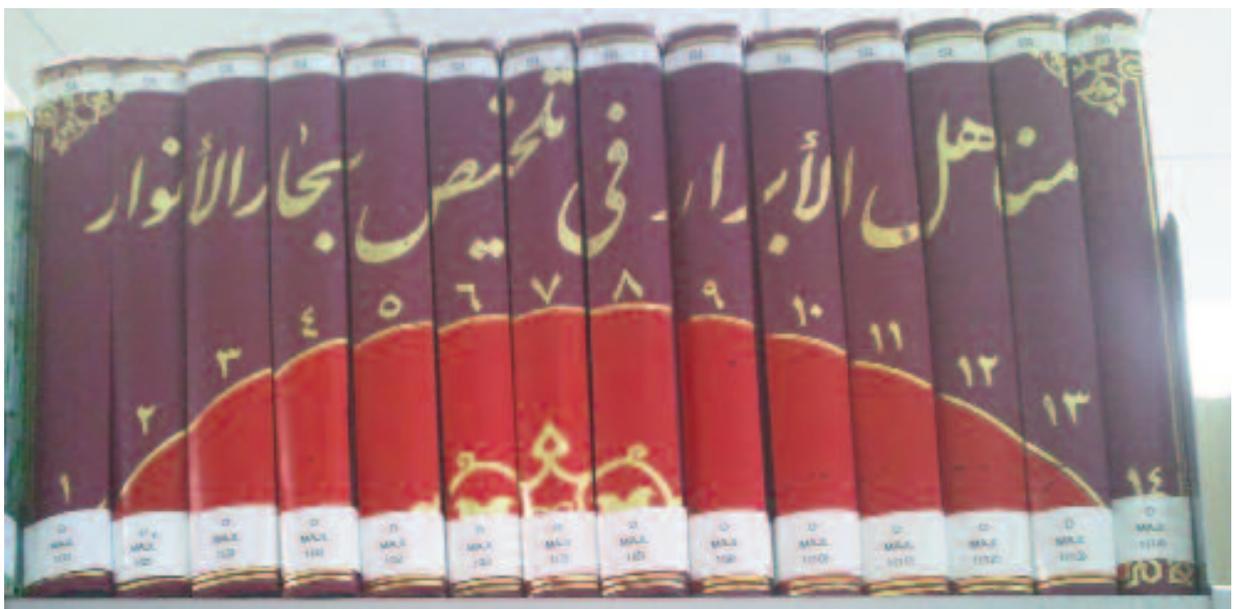
Je pense que le tandem que nous avons très vite formé et qui a bien fonctionné a consolidé des liens qui vont au-delà des relations professionnelles ; ils nous ont permis de maintenir une efficacité et un climat studieux pour servir au mieux la recherche en histoire des traditions textuelles et leur transmission d'une aire géographique et linguistique à une autre.

D'autres expériences se sont agrégées à mon travail au quotidien, comme l'intégration de notre bibliothèque au réseau PMC, Premier millénaire chrétien, comprenant 14 bibliothèques spécialisées (<http://www.cco-pmc.org>). Récemment, le Laboratoire d'Études sur les Monothéismes (LEM) et le Centre Jean Pépin (UPR 76 du CNRS), dans le cadre de l'Institut des traditions textuelles, se sont associés pour travailler à un projet international de base de données des manuscrits arabes de philosophie, ABJAD. Ce projet mûrissait depuis quelques années déjà ; je me suis réellement enthousiasmée pour y collaborer et cette année justement, la base de données

Philosophy in Context : Arabic and Syriac manuscripts in the Mediterranean (PhiC), pilotée par Maroun Aouad (UPR 76) se concrétise par l'obtention de crédits européens (European Research Council). Il me plaît de travailler dans une structure en évolution permanente et au contact de personnes provenant de pays différents et porteurs de projets à chaque fois nouveaux.

J'ai été amenée à pratiquer, dès le début de ma vie professionnelle, un des métiers les plus impliqués dans l'accompagnement et l'appui à la recherche. Être bibliothécaire à l'Institut des traditions textuelles s'est avéré une autre belle expérience et qui, je l'espère, continuera encore longtemps. Le projet de Grand équipement documentaire, le GED, du futur Campus Nicolas de Condorcet à Aubervilliers, dont le CNRS et par là la FR 33, est partie prenante, nous offrira-t-il le maintien et l'amélioration des services que nous rendons à la recherche en SHS ? Nous avons eu des promesses pour la création en son sein d'un « Pôle érudition » avec la préservation et l'enrichissement de notre patrimoine ainsi que de sa mise en valeur...

Ces promesses seront-elles tenues ? Je l'espère...



recherche et université de qualité : en finir avec les “opérations d'excellence”

Un préalable : tout gouvernement de gauche demain doit abolir la LRU et revenir sur les « labellisations d'excellence » qui sont, en vérité, non de simples « labels », mais visent à remodeler profondément la recherche française, à la rendre compatible avec la concurrence « libre et non faussée » lancée par le processus de Bologne et la stratégie de Lisbonne. La connaissance est incompatible avec le marché capitaliste.

Une idée centrale : la qualité, quête permanente inhérente à toute activité humaine, préside à l'exercice des métiers de la recherche ; elle est également indissociable avec le processus de l'enseignement, c'est-à-dire de la formation des jeunes, de la diffusion du savoir, mission confiée à l'université et qui s'articule avec son rôle comme lieu de recherche. La qualité s'oppose à la notion « d'excellence », dans son acception actuelle connotée et concurrentielle.

Une constatation : nous ne sous-estimons pas les besoins réels tant en coopération inter- et intra-disciplinaires, en articulation entre recherche fondamentale et appliquée, en développement de grande équipements dont la recherche a besoin dans tous les domaines. Mais nous pensons qu'au lieu d'un Grand emprunt qui fait dépendre ces besoins des intérêts de placements, donc d'un financement aléatoire, la gauche doit donner à la recherche et à l'université les moyens stables nécessaires, y compris en postes. L'enseignement supérieur et la recherche publique sont des services publics qui doivent le demeurer.

1. Labex

Conçus pour déstructurer les équipes et casser les synergies existantes considérées comme insuffisamment dynamiques ou non « innovantes », les Labex ont incité aux regroupements *ad hoc* d'individus autour de projets répondant à des cadres thématiques supposés porteurs, censés donner des résultats dans une période temporelle déterminée. Ils ont fait fi des projets déjà existants, du travail engagé dans la durée parfois depuis longtemps. Leur lancement a donné des illusions de financement conséquent, mais l'argent accordé, d'après les indications du ministère concernant ceux de la première vague, est soumis à plusieurs conditions, dont la plus importante est le non-cumul avec un financement Idex. Un acompte de 10% pour les 100 « élus » et le reste, en moyenne 10 millions d'€, sera perçu « annuellement jusqu'en 2020 », avec incitation de compléter par des sommes obtenues auprès des collectivités locales ou

du privé.

Selon les disciplines et les endroits, les Labex ont été diversement utilisés : souvent, ils ont constitué le premier pas vers les projets Idex, donc sont devenus des enjeux de pouvoir pour des « notables » universitaires ; ou bien ils ont été considérés comme des moyens de financement, en l'absence de crédits récurrents qui sont en diminution constante et compromettent parfois équipes et disciplines ; ou enfin, notamment en SHS, ils ont mis au jour, grâce à un « habillage scientifique » (ou pseudo-scientifique) intéressant, de réels besoins de travail transversal et de communication entre différentes entreprises scientifiques. Or, pour mener ces projets, nul besoin de passer par un chantage.

Suppression des Labex signifie retour au laboratoire comme structure de base de la recherche. Aujourd'hui, ces unités de base sont dans leur grande majorité des UMR, dont il convient d'encourager et de souligner le caractère **mixte**, en rétablissant ainsi le lien entre EPST et universités. Cela suppose aussi de **revenir sur l'accord entre la CPU et les organismes**. La CPU n'a aucune représentativité ni aucun mandat comparables aux institutions des organismes. De plus, le PCF souhaite aller vers la dé-présidentialisation de l'ensemble de nos institutions.

Le PCF s'est prononcé pour le retour dans les laboratoires, sous forme de soutien de base, des crédits aujourd'hui confisqués par le Grand emprunt. Un audit général des besoins de financement de la recherche publique est à faire. Les engagements nécessaires doivent dorénavant être à l'abri de toute modification à la baisse. Ils doivent faire l'objet, en lien étroit et chaque année avec les représentants de la communauté scientifique, d'un débat parlementaire spécifique. En outre, sous réserve de prise en compte des nécessités impératives de rattrapage et des ambitions nouvelles, le chiffre de 1% devrait être atteint en tout état de cause sur la prochaine législature. Les structures de recherche publiques (laboratoires, équipes chercheurs isolés) doivent être garantis à hauteur d'au moins 70% de financement public pérenne. Ce système de financement doit d'une part orienter l'argent vers ce véritable besoin d'avenir qu'est la production et la diffusion du savoir, d'autre part **rendre caduques les opérations Labex**, puisque les crédits seront accordés équitablement selon les besoins des équipes de recherche, sans « contractualisation » à court terme. Cela restituera aux scientifiques le temps nécessaire à l'exercice de leur métier, ce temps qui est



aujourd'hui davantage orienté vers la recherche de financements.

Nous proposons la création d'un **pôle bancaire public** avec renationalisation des grandes banques en vue d'une politique de crédit sélectif orienté vers les investissements socialement (et humainement) utiles. C'est le point central de ce financement, comme du financement de bien d'autres secteurs.

L'actuelle « autonomie » des universités (LRU) rend les universités esclaves des financeurs de toute sorte et ouvre la voie vers la hausse des frais de scolarité. L'encouragement des PPP va dans le même sens (pas seulement dans l'immobilier). Une réelle « autonomie » va de pair avec l'indépendance financière et un investissement public à la hauteur, qui concerne tout autant la recherche fondamentale que la recherche appliquée.

L'AERES, agence de classement et non « d'évaluation », dont les « notes » ont servi au démarchage de ceux qui devaient faire partie des Labex, doit être supprimée. Nous sommes pour **le rétablissement et la réhabilitation de l'évaluation par les pairs, dans les structures transparentes et démocratiques**, seule susceptible de garantir l'indépendance de la recherche par rapport à des intérêts extérieurs, des pressions diverses et des inféodations notamment aux « besoins de bassins d'emploi » dessinés par le MEDEF et la Table Ronde des Entrepreneurs Européens. Cela signifie également le rétablissement des prérogatives du Comité National de la recherche scientifique.

Les besoins scientifiques réels qui ont fait jour lors des constitutions des dossiers Labex doivent être comblés grâce à une démocratisation et une simplification des procédures des organismes et des universités, afin de redonner aux personnels le temps et les moyens pour poursuivre toute coopération souhaitée. L'interdisciplinarité, la coopération entre les équipes et entre les chercheurs, y compris la coopération internationale à laquelle des postes spécifiques pourront être dédiés (développement à venir), ont fait partie de la vocation fondatrice du CNRS. Elles seront au cœur d'une nouvelle conception de la recherche où la valeur de la science ne se mesurera pas à l'aune des brevets déposés ou des « innovations » exploitables sur le marché capitaliste. Mais pour ce faire, **des moyens importants sont requis, y compris en personnel**, c'est pourquoi **la gauche doit arrêter la RGPP et réparer les dégâts qui auront résulté de son application actuelle par la droite. Elle devra aussi mettre fin à la précarité** qui aujourd'hui tente de s'ériger en

règle dans l'emploi scientifique, avec les conséquences néfastes pour l'avancement de toute recherche. **L'emploi public, stable et pérenne, doit être la règle** et elle doit s'appliquer à toutes les catégories de personnels et à tous les métiers, sans séparation artificielle entre le « cœur » de métier, présumé intouchable et privilégié, et la « périphérie » (soutien ou support), considérée comme accessoire.

Cependant, grâce à la vigilance des personnels et au peu d'impact financier, les Labex n'ont pas eu le résultat escompté par le ministère. Plusieurs groupes ont même constaté, à la suite de leurs premières réunions, qu'ils constituaient plutôt des assemblages hétéroclites où il serait difficile de travailler sérieusement et même d'arriver à réaliser les objectifs énoncés pour obtenir le « label ». C'est donc maintenant les Idex qui constituent le nouveau cheval de bataille.

2. Idex

C'est la réforme la plus destructrice et la plus emblématique de l'asservissement de l'université et de la recherche au capitalisme, sous prétexte d'en élever le niveau prétendument bas. C'est le nœud de la politique de droite, non seulement en France, mais partout en Europe : visant à créer des établissements de taille gigantesque « visibles de Shanghai » (c'est-à-dire répondre aux critères concurrentielles et contestables du classement du même nom), son application va de pair avec les réformes territoriales dont l'objectif est de créer des métropoles ou régions gigantesques qui portent un coup fatal à la démocratie et anéantissent les services publics, en réduisant les citoyens en simples sujets. **La gauche demain doit supprimer les Idex. C'est impératif. Le PCF est catégorique sur ce sujet qui ne souffre aucun aménagement. Elle doit également revenir sur la « réforme » territoriale**, qui est décriée même dans les rangs de la droite.

Les Idex créent des établissements « hors-sol » et constituent un pas de plus vers ce qu'on appelle « l'université-entreprise ». Or, la re-territorialisation des activités de formation et de recherche ne signifie pas pour le PCF une « régionalisation » comme celle que semble prôner le PS. **Recherche et université doivent demeurer des services publics nationaux, gérés démocratiquement, en s'appuyant sur les éléments régionaux mais en gardant une cohérence et une visibilité nationale.** Ils sont ainsi protégés de toute collusion avec les intérêts de « notables » locaux, qu'ils soient politiques ou économiques. L'exemple de la formation professionnelle, notamment le développement des CFA privés sous



contrôle du patronat et répondant à ses desiderata, a déjà montré combien ce lien exclusif, sous prétexte de proximité, affaiblit considérablement les établissements publics y afférents (Lycées professionnels). Nous ne voulons pas que ce phénomène se reproduise avec l'université et la recherche, où nous avons déjà maints exemples de « sous-traitance » de la recherche de la part des entreprises qui vampirisent les laboratoires publics et licencient leurs chercheurs.

Nous sommes pour la collaboration entre la recherche publique et les entreprises qui développent les résultats de cette recherche. Dans ce cadre, nous pensons qu'il faut changer le nom et la finalité des actuels « pôles de compétitivité », qui doivent devenir des pôles de coopération et de développement concerté et solidaire des territoires. Nous demandons aussi la suppression de l'actuel CIR et son remplacement par une politique du crédit bonifié pour les entreprises qui le justifient, c'est-à-dire celles qui développent l'ensemble « emploi, formation, recherche, investissement productif ». Actuellement, la désindustrialisation et la financiarisation des entreprises sont des obstacles pour la recherche (cf. entre autres le rapport du groupe CRC-SPG sur les conclusions de la mission sur la désindustrialisation des territoires français : « Le gouvernement a encouragé la financiarisation de l'économie, tournant le dos à la production de richesses industrielles », consultable à l'adresse <http://www.groupe-crc.org/Le-gouvernement-a-encourage-la-financiarisation-de-l-economie-tournant-le-dos-a-la-production-de-richesses-industrielles.html>), puisqu'il n'y a pas de recherche industrielle sérieuse sans politique industrielle. C'est pourquoi **nous proposons la création d'un Grand établissement public de Recherche technologique et industrielle dont l'existence fait défaut à notre pays depuis la création du CNRS** et dont l'absence est à l'origine d'innombrables déficiences de la politique industrielle publique (*ce point sera développé en détail dans une synthèse spécifique concernant la recherche industrielle, à venir*).

Nous pensons que les activités scientifiques dans un territoire donné doivent être coordonnées avec les élus et les citoyens concernés. Pour ce faire, nous ne proposons pas une énième structure qui remplacera les Idex. **À l'instar du CNESER (conseil national d'enseignement supérieur et de recherche), sa déclinaison régionale, le CRESER, devrait jouer un rôle de coordination entre établissements, d'échange avec les instances territoriales élues et**

avec celles de la société civile (associations, syndicats des salariés). Pour ce faire, ce conseil doit avoir de réels pouvoirs en matière d'investigation et de saisine, d'alerte et de proposition, et fonctionner démocratiquement. Les représentants des étudiants entre autres doivent jouer leur rôle. Cette instance, qui n'a jamais vu le jour, serait une garantie d'indépendance de la recherche et une protection contre les tentatives de sa restructuration technocratique au niveau régional (concentration des pouvoirs et concurrence entre les régions).

La suppression des Idex et l'instauration d'un lien nouveau entre science et territoire aura des conséquences bénéfiques sur **toutes** les disciplines, contrairement à l'idée actuelle qui fait dépendre la recherche de la seule « innovation », source de profits capitalistes. Nous voulons promouvoir un modèle de coopération et de solidarité au lieu de la concurrence, fondé sur **le lien historique entre les différentes disciplines scientifiques et les territoires où elles se sont implantées et développées.** La logique du Grand emprunt, instaurant un Grand marché de la connaissance, est à l'opposé de l'idée que les disciplines aujourd'hui ont besoin de se nourrir les unes des autres. L'interdisciplinarité, vocation fondatrice du CNRS est une tendance de plus en plus marquée de la science actuelle : elle vise à leur interconnexion et à leur développement coordonné, ce qui est contraire à la logique des Idex dont les retombées sur des disciplines « non rentables » sont manifestes, sans parler de la création de « déserts scientifiques » à côté des « pôles d'excellence ». Nous ne prôtons donc pas un retour au passé révolu, mais une conception actuelle qui prend en compte les liens historiques (parfois depuis le Moyen Âge, comme la médecine à Montpellier qui existe depuis le XIII^e s.) entre sciences et territoires, en associant sciences et histoire des sciences, ce qui permettra la « relocalisation » de bien d'activités de recherche.

La question de la taille (ou « masse critique ») des universités et des laboratoires de recherche est exploitée habilement pour faire croire à une baisse du niveau du fait du morcellement. Outre que cet argument n'est pas démontré, il est facile à détourner, car aujourd'hui les nouvelles technologies de l'information permettent toutes les communications sans besoin de regroupements *physiques*. Ces derniers ne favoriseront donc pas le développement de la connaissance, mais son insertion plus facile dans le marché concurrentiel d'une part, et son contrôle par le pouvoir politique de l'autre. C'est pourquoi nous sommes opposés à la concentration à marche forcée



qui accentue aussi la concurrence, voire la guerre entre les établissements. **C'est encore une raison pour laquelle la gauche doit demain abroger la LRU** : ces établissements gigantesques et « autonomes » mèneront une lutte sans merci pour attirer les meilleurs étudiants transformés en « clients ». Non seulement les inégalités sociales s'accroîtront, mais la science en pâtira, car le but principal sera le profit et non le progrès de la connaissance.

3. Equipex

Compte tenu de la désindustrialisation et de l'affaiblissement de la recherche industrielle (qui ne se limite pas, pour le PCF, à la seule « recherche privée »), **le besoin en grands équipements se fait sentir pour la recherche expérimentale**, principalement dans ce domaine. Cependant, **ce besoin existe dans toutes les disciplines scientifiques, et doit être pris en compte selon les spécificités de chacune**. Les équipements dits « d'excellence » sont censés répondre à ce besoin en s'inscrivant dans le même cadre de marché capitaliste du Grand emprunt que les Labex et Idex.

La nécessité de financer de grands équipements et d'en assurer le fonctionnement dans la durée en les

dotant des moyens adéquats est réelle. Les procédures de leur financement doivent être démocratisées et adaptées aux conditions actuelles de la science. Raison de plus pour les soustraire à la prédation capitaliste : **le financement via le Grand emprunt étant par définition instable (dépendant des intérêts des placements, donc des fluctuations imprévisibles), il ne peut en aucun cas garantir une exploitation de ces équipements sur des durées longues, ce qui est nécessaire pour conduire les grandes expérimentations**. De plus, ces équipements doivent être financés dans le cadre de la recherche publique, afin de garantir leur indépendance : le premier critère est l'intérêt scientifique, non la « rentabilité » éventuelle pour le MEDEF ou les retombées pour la région d'implantation en termes de « compétitivité » et d'attractivité pour le capital.

C'est donc dans le même cadre que les laboratoires et les universités, et de bien des services publics, c'est-à-dire dans celui d'un **pôle financier public (au niveau français) et d'une refonte de la BCE (au niveau européen), avec l'abolition du pacte de stabilité et le refus de l'application du nouveau pacte « pour l'euro plus »** que seront financés ces Grands



ALLEMAGNE



« ÇA ARRIVE MÊME DANS LES MEILLEURES FAMILLES » (SC. EN ALLEMAGNE)
ou les dégâts du financement de la recherche sur projet

L'Année philologique (APh), bibliographie de référence pour toutes les sciences de l'Antiquité grecque et romaine fondée en 1929, parue sans discontinuer chaque année depuis, est aujourd'hui un projet international en expansion grâce à ses équipes en Allemagne, en Espagne, en Italie et en Suisse et aux USA, sous la direction éditoriale et scientifique de son équipe française du CNRS. Mais elle est menacée de dislocation, voire de disparition de sa partie allemande (et germanophone), comme l'indique la lettre d'alerte de son directeur scientifique dont nous citerons quelques extraits ci-dessous.

Dans cette lettre, nous pouvons découvrir que le problème essentiel est le refus des instances scientifiques et régionales allemandes de financer des recherches « sans limite temporelle », ou, pour le dire plus simplement comme le disent nos collègues allemands, le fait que personne n'a envie de dépenser de l'argent pour une entreprise « sans fin » dont on ne voit pas de résultat palpable à court terme. Peu leur importe la publication annuelle du volume papier (plus de 2 000 pages) et l'alimentation annuelle et trimestrielle d'une base de données en ligne avec près de 25 000 références (pour l'année) et de 3 000 à 5 000 pour le trimestre. Peu leur importe que les bibliothèques universitaires (mais aussi les grandes bibliothèques publiques) partout dans le monde soient des abonnés fidèles des deux versions de l'APh, papier et internet. Et peu importe les nouvelles collaborations impulsées par la direction de l'APh en Allemagne avec le DAI (Deutsches Archäologisches Institut) et les projets en cours d'indexation multilingue et multi-entrées pour la base en ligne. La rentabilité doit être aujourd'hui immédiate, et, dans nos disciplines où elle ne l'est pas par nature, l'argent est à chercher ailleurs que dans le public... Reste à savoir où.

Le désespoir du directeur de l'équipe allemande est bien plus éloquent que de longs discours. Loin du cliché cultivé utilement par la droite française, qui veut nous faire croire que l'Allemagne est un pays modèle et un exemple à imiter, le cas présenté ici, semblable à tant d'autres dans d'autres pays, nous conforte dans l'idée que seuls les efforts coordonnés au niveau européen peuvent porter des fruits, que la lutte est commune, car la science est partout soumise aux lois du marché.

Extraits de la lettre

En ma qualité de Président de la commission Année Philologique de l'Académie des sciences de Heidelberg, je voudrais vous communiquer une nouvelle alarmante [...]. La rédaction allemande de l'Année philologique à Heidelberg chemine financièrement vers sa fin : le financement se termine à la fin de l'exercice 2012. Après, le conseil scientifique a recommandé d'exclure du programme académique les projets de travail des Académies allemandes qui, de par leur principe, n'auraient pas de terme défini ; il s'en est suivi la Convention

État fédéral-Länder, qui par conséquent est obligatoire pour l'union des Académies allemandes ; une recherche active et tenace de possibilités de financement et de structuration alternatives dans l'Académie de Heidelberg a été menée d'abord par mon entremise puis par celle du Praesidium de l'Académie de Heidelberg.

Il y a quelques jours, l'Académie m'a annoncé que toutes nos tentatives et nos démarches ont échoué : il en ressort que le financement de l'Année philologique dans le cadre du programme de l'Académie arrive à expiration à la fin de 2012. [...] La fin de la rédaction allemande menace l'Année philologique dans son ensemble. Car, pour citer la conclusion du dernier rapport annuel de l'Académie de Heidelberg pour 2010, « parmi les 6 rédactions de l'Année philologique à travers le monde, celle de Heidelberg est responsable d'un bon tiers (31,6%) des contributions du tome annuel ».

Sauf en cas de miracle, se termine ainsi une histoire à succès, à la grande honte de l'Allemagne comme « lieu de la science ». [...] Cela signifie que, après l'élimination manifestement définitive du financement de la rédaction de Heidelberg par le programme académique, tout espoir, si toutefois il peut en rester, dépend des possibilités que pourraient résulter pour elle de la part de la SIBC (NDLR : société internationale de bibliographie classique, partenaire de l'APh) et de la direction centrale parisienne.

L'affaire est en cours. On étudie maintenant la possibilité de trouver un financement en s'associant à un éventuel projet « d'excellence » semblable aux Labex ou aux Idex. Ils sévissent aussi outre-Rhin. De l'instabilité permanente, en quelque sorte. Une « Europe de la connaissance » signifie-t-elle une prolifération des mauvaises pratiques ? Ou un nivellement par le bas en matière d'emploi scientifique toujours plus précaire ? Ou la disparition des domaines disciplinaires et linguistiques considérés comme minoritaires ? Ou la généralisation des « appels d'offre » qui remplacent les financements pérennes ? Il faut, au contraire, raisonner autrement et promouvoir la stabilité de l'emploi, la tranquillité nécessaire pour mener à bien des entreprises scientifiques durables, l'inter- et la pluri-disciplinarité. Plus que la prétendue « excellence » du Grand emprunt français et de ses émules dans d'autres pays européens, la qualité est la marque de fabrique du travail de recherche, comme de toute activité humaine. La qualité, l'amour du métier, l'envie de contribuer au progrès de la connaissance et à sa diffusion, l'envie de rendre un service inestimable à la communauté scientifique : tout cela ne s'accommodent pas avec l'incertitude au quotidien.

Voilà encore une revendication qui doit faire converger nos luttes partout en Europe. Pour vivre avec son temps faut-il renoncer à la qualité de son travail ? Notre réponse est non. Poursuivons ce combat.





au Royaume-Uni

Consultez le site <http://www.noconfidence.org.uk/>

Vous y trouverez la description d'une action originale, la pétition de « non-confiance » dans le gouvernement britannique de David Cameron, dont voici les points principaux :

Pourquoi la « non-confiance » ?

- La politique gouvernementale est chaotique et insoutenable. Le Trésor a budgété une moyenne de 7500£/an pour les frais d'inscription, mais 2/3 des universités veulent faire payer 9000£/an pour certains ou tous les cours.
- La coupe sombre à hauteur de 80% de la Subvention pour l'enseignement laissera les universités exsangues mêmes avec des frais d'inscription plus élevés.
- La profession académique n'a jamais été aussi peu attractive. Pour un cursus complet menant à cette carrière, il faut compter sur une dépense – une dette – de 87000£. L'argent public pour la recherche diminue en termes réels et ce qui reste est concentré sur l'Agenda gouvernemental du court-terme.
- La relation producteur/consommateur que la politique gouvernementale vise à faire prévaloir sape les fondements de l'esprit académique qui est au cœur de l'éthos de l'Enseignement supérieur.

Etc. etc.

(N.B. : une £ équivaut à environ 0,885 €)

Vous n'êtes pas britannique ? Signez cette pétition ! Faites-la connaître ! <http://www.noconfidence.org.uk/petition>

Le « modèle britannique » c'est cela. Souvenez-vous ! La LRU, dans sa première version, prévoyait un système analogue. Mme Péresse ose maintenant se vanter d'avoir maintenu un enseignement supérieur « gratuit » (*sic*). Avec le « Grand emprunt » et les IDEX, il est exact que la France a fait plus fort et moins visible que la Grande Bretagne, mais qu'en est-il des « fondements de l'esprit académique » ?

Vous trouverez la motion adoptée par l'université d'Oxford ici :

<http://www.noconfidence.org.uk/the-campaign/the-oxford-campaign>

Le journal *Times Higher Education* consacre un long article (<http://www.timeshighereducation.co.uk/story.asp?section-code=26&storycode=416436&c=1>) relatif à ce vote et cite Mr G. Thomas, le ministre pour l'Enseignement supérieur du « cabinet de l'ombre » travailliste. Il est intéressant de livrer son propos :

« Le vote d'Oxford est dévastateur et sans précédent. Ni D. Cameron, ni Mr Osborne ne doivent être surpris. C'est leur politique économique et leur exigence de coupes sombres beaucoup plus élevées que dans tout autre domaine du secteur public qui est la cause de cette débâcle ».

Ce ministre se réveille d'un long sommeil. On ne peut cracher sur cette déclaration, mais que faisait-il « au temps chaud » ? Serait-il moins offensé si les coupes du secteur dont il a la charge étaient égales à celle des autres domaines du secteur public ?

En vérité, l'Union des étudiants est plus directe – toujours dans le même article : « haut et fort, les étudiants et le monde académique refusent la course infernale à la marchandisation de l'enseignement supérieur qui est l'agenda gouvernemental ».

Dans *The Independent*, on trouve cette citation d'un professeur d'Oxford à l'ouverture du débat « c'est un tapis rouge déployé devant les riches, et davantage de concurrence pour n'importe qui d'autre »

Lire : <http://www.independent.co.uk/news/education/education-news/oxford-passes-vote-of-no-confidence-in-willetts-2294341.html>

Pour finir, lire dans *The Guardian*, un peu plus à gauche, l'article « Ce n'est qu'un début, la joyeuse journée d'Oxford » <http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2011/jun/08/david-willetts-oxford-no-confidence>

Nous n'en donnons pas d'extrait en français, c'est trop bien !

**Vous ne voulez pas de ce scénario ?
Le Front de Gauche est là pour ça.**



GRÈCE

LA CRISE A BON DOS, LA PRÉCARITÉ RÈGNE DANS L'UNIVERSITÉ ET LA RECHERCHE

et pendant ce temps, les profits des armateurs s'accroissent en Suisse !



« Quand l'État ne paie pas » et « Enseignants contractuels dans la détresse », articles du quotidien *Eleftherotypia*, 8.05.2011. Extraits.

Il semblerait que l'État grec ait adhéré au mouvement « Je ne paie pas » (NDLR : mouvements de citoyens qui refusent de payer pour protester contre les mesures d'austérité). En silence, sans tambours ni slogans, il a choisi de ne pas répondre à ses obligations et de reporter à plus tard ses paiements. Résultat, la somme qui manque sur le marché dépasse les 10 milliards d'€ et l'asphyxie économique s'intensifie. [...] Ce que l'État doit entre autres : 100 millions d'€ pour couvrir les dettes des universités et TEI (NDLR : établissements techniques supérieurs, équivalents des IUT) envers les enseignants précaires. [...]

La réduction des subventions aux universités et TEI a pour résultat des mois de retard de salaires pour près de 2 000 enseignants contractuels des universités et 3 500 des TEI. La plupart n'ont pas été payés depuis le début de l'année, puisque leur salaire dépend non de la trésorerie publique, mais des établissements. La réduction des subventions de 16% a conduit ces derniers à reporter leurs obligations envers ces personnels. [...] À l'exception des universités périphériques de la mer Égée et de Crète, les autres établissements sont aujourd'hui dans l'incapacité de verser les salaires de leurs précaires. Sont également gelés depuis l'an dernier les crédits pour les chercheurs d'établissements comme *Démocrite* (NDLR : centre de recherches atomiques, équivalent du CEA), *Centre national de recherche agronomique* ou *Centre de recherche géologique et métallurgique*.

UNE BIBLIOTHÈQUE DANS LA TOURMENTE, DES ARCHIVES MENACÉES

mais des citoyens mobilisés !

extraits de la pétition du collectif *Citoyens pour la bibliothèque Vikelaia* consultable (en grec) à l'adresse <http://www.gopetition.com/petition/44551.html>

La bibliothèque « Vikelaia » d'Héraclion (Crète) constitue, et pourra constituer dans l'avenir, avec d'autres établissements de culture et de savoir (Musée historique de Crète, Musée archéologique d'Héraclion, etc.), le point culminant de la culture de cette ville, l'organisme qui contribuera à en changer la physionomie, à créer un climat nouveau et créatif et à rétablir la réputation d'Héraclion.

Lors des 20 années passées où elle a réellement fonctionné, elle a développé des initiatives qui l'ont transformée de simple « lieu de lecture » en ruche culturelle : expositions, éditions, rassemblement et étude de matériel d'archives. [...]

On a l'impression de devenir vraiment folklorique, si l'on répète des choses qui devraient aller de soi : dès le début des travaux dans ses locaux, de plus en plus de citoyens demandent à la municipalité de clarifier sa position au sujet des perspectives de la bibliothèque et de l'avenir de cet élément inestimable du patrimoine de la ville. Celle-ci refuse de le faire. [...] Il n'est pas question pour elle de rendre *la totalité du bâtiment* à la bibliothèque : le rez-de-chaussée doit être donné « pour exploitation commerciale », avec l'unique argument que les revenus de la location des locaux commerciaux doivent servir à économiser les ressources nécessaires pour le fonctionnement de la bibliothèque. Imagine-t-on donc les pro-

grammes et activités de la bibliothèque aussi réduits que de pouvoir être financés par le simple loyer de trois magasins ? Pourquoi chercherait-on à obtenir la rentabilité d'une telle entreprise ? Quand on construit des écoles, des musées ou des bibliothèques, comment imagine-t-on obtenir un retour sur investissement ?

À une époque où le marché est considéré comme l'idéal suprême, où toute action culturelle est raillée comme « non-productive », on s'attendait à ce que la municipalité, institution élue par les citoyens et qui se trouve à leurs côtés, serait plus sensible à leurs besoins et essaierait d'être un rempart face au déferlement de la logique qui veut que ce qui est utile c'est seulement ce qui rapporte de l'argent et même immédiatement. [...]

Nous demandons le transfert des archives, qui se trouvent aujourd'hui entassés dans des conditions dans lesquelles elles risquent le pourrissement, dans des lieux où leur promotion et leur valorisation seront garanties. [...] Nous demandons que l'ensemble du bâtiment soit rendu à la bibliothèque, sans confusion avec d'autres utilisations. Qu'elle soit renforcée en personnel et intégrée dans des programmes de numérisation de ses trésors. Que soit fixée une échéance pour une fin rapide des travaux et que les responsables s'y tiennent.



ITALIE



« Sans connaissance, il n’y a pas d’avenir »

extraits de l’article de Roberto Cicarelli, *Il Manifesto*, 19.05.2011
sur les États généraux de la recherche et de l’université tenus à Rome les 17 et 18.05.2011

Dans un pays où le nombre de jeunes de moins de 24 ans a diminué de 2 millions en 10 ans et où ils sont « perdus » car ils abandonnent l’école ou l’université frappées par les coupes budgétaires, les États généraux de la connaissance ont choisi d’aller à contre-courant. Sans trop croire à « la société de la connaissance », les 32 associations, syndicats et mouvements d’étudiants, d’enseignants, de chercheurs, de titulaires et de précaires qui ont animé le débat pendant ces deux jours se sont engagés à relancer des politiques sociales et économiques.

Le comité d’organisation, composé entre autres de la Fli-Cgil (Federazione lavoratori della conoscenza-Confederazione generale italiana del lavoro), de l’association des maîtres catholiques, de la coordination de parents d’élèves démocrates, des chercheurs du Réseau 29 avril, des étudiants de la Link-Uds (NDLR : mouvement étudiant contre la réforme Gelmini) et d’associations de promotion sociale, a d’ores et déjà donné rendez-vous aux quelque 800 personnes de l’assistance au printemps prochain pour une nouvelle édition, et prévoit entre-temps la naissance d’« ateliers territoriaux ». « La culture est le préalable et la garantie de notre liberté », a dit Don Luigi Ciotti de l’association Libera en introduisant les travaux. « Elle est fondamentale pour le salut de notre pays. Les coupes budgétaires qui sont en train de la frapper sont le symptôme d’une crise politique et éthique, plus encore que d’une crise économique ». [...]

Beaucoup se demandent où chercher les fonds pour refinancer le système que le gouvernement a délibérément choisi d’anéantir. « Pour la Cour des Comptes, le préjudice de la corruption publique s’élève à 60 milliards d’€ et il y a un mois elle a dit que ce chiffre a augmenté de 20%. Nous avons récolté un million et demi

de signatures pour intégrer des lois anti-corruption dans le code pénal. Nous pourrions prendre l’argent aussi là ».

Domenico Pantaleo, secrétaire général de la FCL-Cgil, réfléchit sur le rôle que la connaissance devra occuper en cette longue fin du berlusconisme : « [...] Ce sera elle qui occupera le centre du débat, après qu’elle a été pendant 20 ans la victime sacrificielle du berlusconisme et d’une vision erronée de la part du centre-gauche ». Pour lui, ce premier rendez-vous des États généraux montre une société italienne dans un processus de recomposition : « c’est extraordinaire que, pour la première fois, tant de sujets partiels tentent de constituer ensemble un réseau de sujets et d’arriver à une proposition commune, en une période marquée, au contraire, par l’individualisme ».

Pour Paolo Beni, président de l’association Arci, il est fondamental de ne pas enfermer le problème de la connaissance dans le cadre des spécialisations. « Il est désormais nécessaire de recréer un système qui favorise l’accès aux savoirs, à la formation dans toutes les phases de la vie, aux produits culturels de qualité, en somme à tout ce qui aide les citoyens à accroître leur compréhension critique de la réalité et leur autonomie de jugement ». Pour Claudio Riccio, porte-parole de la coordination étudiante Link, « il n’était pas donné pour sûr que cette rencontre s’approprie les thèmes de la réforme du welfare et du revenu étudiant. Par rapport au passé, c’était une avancée de la part de tous. Même s’ils n’étaient pas très présents dans le débat, les mobilisations étudiantes de l’automne passé ont joué un rôle dans cette transformation ».



il manifesto

ITALIE



LA “CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE” EST UNE PARTIE INTÉGRANTE DE LA CULTURE
et la culture prend des fois des chemins d’émancipation insoupçonnés

L’information (<http://mobile.agoravox.fr/actualites/europe/article/silvio-berlusconi-renverse-par-91522>) et la vidéo qui l’accompagne (http://www.youtube.com/watch?v=7vQ_uQslTko&feature=player_embedded) ont fait le tour de la Toile. Mais nous ne résistons pas au plaisir de la répéter ici, à l’heure où, en Italie, le berlusconisme semble se fissurer et les citoyens ont de plus en plus conscience des dérives dans lesquels il a entraîné leur pays.

Le 12 mars dernier, Silvio Berlusconi a dû faire face à la réalité. L’Italie fêtait le 150^e anniversaire de sa création et à cette occasion fut donnée, à l’opéra de Rome, une représentation de l’opéra le plus symbolique de cette unification : *Nabucco* de Giuseppe Verdi, dirigé par Riccardo Muti. Le fameux chant *Va pensiero*, celui du Chœur des esclaves opprimés, est, en Italie le symbole de la quête de liberté du peuple, qui dans les années 1840 – époque où l’opéra fut écrit – était opprimé par l’empire des Habsbourg, et qui se battit jusqu’à la création de l’Italie unifiée.

Au moment où le Chœur arrivait à sa fin, dans le public certains s’écriaient déjà : « Bis ! » Le public commençait à crier « Vive l’Italie ! » et « Vive Verdi ! ». Des gens du poulailler commencèrent à jeter des papiers remplis de messages patriotiques – certains demandant « *Muti, sénateur à vie* ». Bien qu’il l’eût déjà fait une seule fois à La Scala de Milan en 1986, Muti hésita à accorder le « bis » pour le *Va pensiero*. « *Je ne voulais pas faire simplement jouer un bis. Il fallait qu’il y ait une intention particulière* », raconte-t-il.

Le chef d’orchestre s’est alors retourné sur son podium, faisant face à la fois au public et à Berlusconi : « Oui, je suis d’accord avec ça, “Longue vie à l’Italie” mais... Je n’ai plus 30 ans et j’ai vécu ma vie, mais en tant qu’Italien qui a beaucoup parcouru le monde, j’ai honte de ce qui se passe dans mon pays. Donc j’acquiesce à votre demande de bis pour le *Va Pensiero* à nouveau. Ce n’est pas seulement pour la joie patriotique que je ressens, mais parce que ce soir, alors que je dirigeais le Chœur qui chantait “Ô mon pays,

beau et perdu”, j’ai pensé que si nous continuons ainsi, nous allons tuer la culture sur laquelle l’histoire de l’Italie est bâtie. Auquel cas, nous, notre patrie, serait vraiment *belle et perdue* ».

Muti continue sous les applaudissements à tout rompre, y compris de la part des artistes de la scène : « Depuis que règne par ici un “climat italien”, moi, Muti, je me suis tu depuis de trop longues années. Je voudrais maintenant... nous devrions donner du sens à ce chant ; nous sommes ici, n’est-ce pas, dans notre Maison, le théâtre de la capitale, avec un Chœur qui a chanté magnifiquement, et qui est accompagné magnifiquement ; si vous le voulez bien, je vous propose de vous joindre à nous pour chanter tous ensemble ».

« *J’ai vu des groupes de gens se lever* », raconte-t-il. « *Tout l’opéra de Rome s’est levé. Et le Chœur s’est lui aussi levé. Ce fut un moment magique dans l’opéra. Ce soir-là fut non seulement une représentation du Nabucco, mais également une déclaration du théâtre de la capitale à l’attention des politiciens* ».



pour sortir des eaux glacées du calcul égoïste

Noam CHOMSKY

Réflexions sur l'université suivies d'un entretien inédit
textes réunis et présentés par Normand Baillargeon.
Ivry-sur-Seine : Raisons d'agir, 2010

Virginie MARIS

Philosophie de la biodiversité : petite éthique pour une nature en péril
Paris : Buchet Chastel (Écologie), 2010

P.É.C.R.E.S.

Recherche précarisée, recherche atomisée : production et transmission des savoirs à l'heure de la précarisation
Paris : Raisons d'agir 2011

Les Sciences au château de Versailles

Issy-les-Moulineaux : Excelsior publications 2010.

Numéro hors série des *Cahiers de Science et Vie* à l'occasion de l'exposition « Sciences et curiosités à la cour de Versailles » tenue du 26.10.2010 au 03.04.2011 au château de Versailles

Vient de paraître, mais encore seulement en grec :

Alexandros CHRYSIS
Université-entreprise et société de la déconnaissance : prolégomènes marxistes : une critique de la politique de l'Union Européenne pour l'enseignement supérieur

Athènes : Govostis, 2011.
Nous rendrons compte de ce livre dans le prochain numéro de XYZ.

À lire ou à relire :

Pierre VIDAL-NAQUET
Le miroir brisé : tragédie athénienne et politique
Paris : les Belles lettres 2002

**Parti communiste français
2 place du Colonel-Fabien
75019 Paris**

site : www.pcf.fr

webtv : www.alternatv.fr

